l'Anticapitaliste

n°629 | 22 septembre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du **NPA** ~ LANTICAPITALISTE.ORG

Dossier

EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS LE 29 SEPTEMBRE!

Pages 6 et 7

ÉDITO

Soutien à celles qui ne se taisent plus
Page 2

PREMIER PLAN

Russie/Ukraine. Les Russes ne croiront pas éternellement les contes de fées officiels
Page 2

Crise énergétique. Nous ne paierons pas la facture
Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Brésil. L'élection présidentielle approche, Bolsonaro menace
Page 4

Suède. «Les institutions démocratiques sont véritablement en danger»
Page 5

ACTU SOCIALE

Médecins à diplôme hors UE. ExploitéEs ou sans-papiers
Page 8

Uber. Les livreurEs en colère ne se laisseront pas faire!
Page 9

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Anna Richel, coordinatrice de l'association Utopia 56 sur Grande-Synthe
Page 12

édito

Par **AURÉLIE-ANNE THOS**

Soutien à celles qui ne se taisent plus

Elles sont 230 000 chaque année. 230 000 femmes victimes, en France, de violences conjugales. Leurs conjoints ont pu fouiller leurs mails, leurs textos, donner un ou plusieurs coups, les projeter contre un mur, les insulter, les harceler, les violer, les intimider, les isoler. Aucune de ces violences n'est minime. Même isolée, chacune d'entre elles reste une violence. Il y a en ce moment 230 000 femmes victimes qui ont fait, qui vont faire ou qui pensent faire exactement ce que Céline Quatennens a fait début septembre : poser une main courante, laisser une trace. Les femmes victimes de violences conjugales se posent la question de partir, de porter plainte, se demandent comment elles vont faire, avec les enfants, avec le boulot, avec l'appartement, avec leurs proches, avec le compte en banque. Toujours les mêmes questions : Est-ce que c'était si grave ? Est-ce qu'elles sont sûres que cette fois il ne va pas vraiment changer ? Comment vont-elles faire si personne ne les croit ? Si personne ne les aide ? Est si c'était pire après ?

Toutes les victimes de violences conjugales doivent recevoir notre soutien plein et entier dans toutes les démarches qu'elles entreprennent ; et nous refuserons toujours de trouver des excuses aux agresseurs.

Adrien Quatennens est un homme violent comme un autre, il n'y a pas de passe-droit, et ce n'est pas à lui ou à ses camarades de caractériser les violences qu'il a commises et leur gravité.

230 000 femmes regardent et écoutent ce qui se passe depuis que les violences commises par Adrien Quatennens ont été rendues publiques. Nous avons vu le soutien de Jean-Luc Mélenchon à son « ami ». Nous avons vu les réactions tièdes de sa famille politique. Et nous comprenons exactement ce qu'il y a à comprendre : même à gauche, les hommes puissants se soutiennent entre eux, à tout prix. D'une main ils minimisent les violences commises, de l'autre ils félicitent les hommes et louent leur « courage » quand ils admettent des faits.

Nous, nous voulons louer le courage de toutes celles qui essaient aujourd'hui de se protéger, de sortir des situations dans lesquelles elles se sentent en danger. Le courage de toutes celles qui critiquent l'insuffisance du « retrait » d'Adrien Quatennens de la coordination de La France insoumise et exigent qu'il quitte ses fonctions de député, et qui dénoncent les tentatives de minimisation ou d'occultation des violences qu'il a commises. Le courage de celles qui ne se taisent plus.

BIEN DIT

Le seul moment où il y a égalité entre les classes sociales, c'est au moment de l'inceste : ça touche tout le monde, à égalité, partout.

CORINNE MASIERO (actrice), France Inter, 19 septembre 2022.

À la Une

Pour nos revenus, pour une autre répartition des richesses, mobilisation générale !

Dans un contexte mondial d'inflation galopante où des dizaines de millions de travailleurEs ont déjà basculé dans la pauvreté, l'offensive capitaliste s'accélère. C'est dans cette logique que Macron ressort du chapeau sa réforme des retraites. Non pas, comme il le prétend, pour financer l'éducation, l'écologie ou la santé, mais pour maintenir les profits des patrons et imposer une régression généralisée. Alors que les prix explosent et que le pouvoir poursuit sa politique pour les riches, il est urgent de reprendre la rue ces prochaines semaines pour imposer une autre répartition des richesses.

« *Fin de l'abondance* », « *sacrifices* », « *efforts* »... Le gouvernement prépare une nouvelle salve de contre-réformes. Celle de l'assurance chômage pour appauvrir et pressuriser davantage les demandeurEs d'emploi en les forçant à accepter n'importe quel boulot précaire et mal payé, celle des retraites pour travailler plus longtemps, mais aussi une loi de finance 2023 qui poursuivra la destruction de nombreux services publics et offrira de nouveaux cadeaux au patronat, comme la suppression d'un impôt de production, la contribution sur la valeur ajoutée (CVAE). Un cadeau de 8 milliards d'euros en période de « sobriété » : visiblement, tout le monde n'a pas à se serrer la ceinture !

C'est un véritable rouleau compresseur néolibéral qui veut achever la destruction de nos acquis sociaux et affaiblir toujours plus nos capacités de résistance collective. Il vise à nous diviser en accentuant notre responsabilité individuelle, pour mieux masquer que c'est une minorité de grands groupes capitalistes qui sont responsables des crises. Cette nouvelle offensive implique la poursuite d'une politique autoritaire : pour faire passer le texte en force, Macron envisage d'intégrer la réforme des retraites dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, voire d'utiliser l'article 49-3. Et l'on voit par ailleurs que la répression s'abat toujours plus sur celles et ceux qui tentent de contester les politiques pro-patronales, entre autres les militantEs syndicaux.

Une autre répartition des richesses, c'est urgent !

Face à ces attaques, nous ne pouvons pas nous contenter de demi-mesures. Les entreprises du CAC 40 ont vu leurs bénéfices augmenter de 24 % en un an ! Et Shell ou TotalEnergies profitent de la crise énergétique pour augmenter grassement leurs prix et faire des profits faramineux. La taxation des profits est un enjeu majeur pour le partage des richesses. Il n'y a pas de profits raisonnables, car les « superprofits » ou les « petits profits » sont tous le produit de l'exploitation des travailleurEs. Les richesses sont produites par celles et ceux qui travaillent, et sont toujours plus accaparées par les propriétaires des moyens de production : la richesse de ces derniers n'est rien d'autre que du vol ! Une autre répartition des richesses passe par une augmentation importante des revenus. Comment peut-on vivre aujourd'hui avec moins de 1 800 euros ? Cela devrait être le salaire minimum. Il faut aussi imposer une augmentation d'au moins 300 euros net mensuels pour tous les revenus. Face à l'inflation galopante, il faut également indexer les revenus sur les prix, car quand les prix montent, les revenus doivent augmenter en proportion. C'est aujourd'hui une mesure vitale.

Une bataille qui s'engage maintenant

Les raisons de la colère sont multiples, mais pour imposer aux capitalistes ces mesures radicales il faut regrouper nos résistances et construire une contre-offensive massive et unitaire. Cela commence avec la journée interprofessionnelle de grève pour les salaires du jeudi 29 septembre (à l'initiative de la CGT, de Solidaires et de la FSU), puis avec la journée de manifestation nationale du dimanche 16 octobre « contre la vie chère et l'inaction climatique ».

Faire de cette rentrée sociale une démonstration de force de notre camp social peut constituer une première étape d'une riposte anti-gouvernementale et anti-patronale, qui ne doit pas rester sans lendemain. C'est d'un véritable plan de bataille dans l'unité et la durée dont nous avons besoin. Au-delà, construire une force unitaire de rupture avec le capitalisme, « une gauche de combat » représentant les intérêts des exploitéEs et oppriméEs, capable d'organiser la jeunesse et le monde du travail, c'est urgent et nécessaire si nous voulons faire reculer l'extrême droite et mettre ce système hors d'état de nuire.

RUSSIE/UKRAINE

Les Russes ne croiront pas éternellement les contes de fées officiels

Les mensonges de l'État russe sur la guerre en Ukraine commencent à être de plus en plus visibles, y compris en Russie.

Il y a une scène remarquable dans le film *Kill the Dragons*, réalisé par Mark Zakharov, d'après la pièce d'Evgeny Schwartz. Il s'agit d'un combat entre un dragon à trois têtes, qui a conquis une ville, et le chevalier Lancelot. Malgré l'interdiction officielle, la bataille est suivie par de nombreux habitants de la ville et, bien sûr, par le bourgmestre et ses sbires de l'armée. Les soldats expliquent au bourgmestre : « *Les mauvaises langues disent que le dragon a perdu une de ses têtes.* » « *De quoi parlez-vous ?* » demande le bourgmestre. « *Le dragon a exempté une de ses têtes du service militaire pour des raisons de santé.* » « *Vous voulez dire, pour suivre ses rêves* », répondent les militaires.

Les troupes russes repoussées

Je me suis souvenu de cette réponse lorsque j'ai lu sur Internet l'explication du ministère de la Défense de la Fédération de Russie sur ce qui, selon nos propres généraux, s'est passé dans la région de Kharkiv le 10 septembre. Selon plusieurs chaînes Telegram et les « correspondants militaires » ukrainiens et russes, après moins de cinq jours de combats, les troupes russes ont été repoussées et les forces armées ukrainiennes ont occupé l'immense zone, désormais ouverte – environ 2 000 kilomètres carrés. Cela inclut des villes d'importance stratégique comme Izyum, Balakleya et Kupyansk. Les territoires pour lesquels l'armée russe s'est battue pendant trois mois, versant le sang pour avancer seulement de quelques kilomètres par jour, ont été abandonnés. De nombreux équipements – entrepôts de munitions, de carburants et de lubrifiants – ont également été abandonnés. Sont laissés à la merci du destin les personnes qui ont collaboré avec les administrations pro-russes, les enseignants et les médecins qui sont allés en Russie pour améliorer leurs compétences, ou les citoyens ordinaires qui ont réussi à obtenir des passeports russes. Tous vont

Un monde à changer

«SOIS PROF ET TAIS-TOI»

Caroline, Sabine et Cyrille ; Aladin, Cécile, Sylvie et Sandrine ; Emilio, Claire et Aude ; Christophe et Olivier ; Noël ; Hélène ; Frédéric ; Édouard…

En cette rentrée, le rectorat de Versailles a ajouté un nouveau nom à la longue liste des répriméEs de l'éducation : Kai Terada, professeur de mathématiques au lycée Joliot-Curie de Nanterre, suspendu quatre mois sans motif et dans l'attente d'une éventuelle mutation dans l'intérêt du service[1].

Depuis trois ans, c'est une répression sans précédent qui s'abat sur les personnels de l'éducation.

Sans précédent, car elle touche toute la France : Dole, Amiens, Melle, Clermont, Bordeaux, Montargis, Bobigny, Rennes, Saint-Denis, Nanterre…

Sans précédent, car elle n'épargne personne et s'abat sur les enseignantEs du premier comme du second degré : école Pasteur, collège République, lycée Desfontaines…

Sans précédent, car c'est une véritable répression syndicale qui touche aussi bien des syndicalistes de Sud Éducation, de la CGT Éduc'action ou de la FSU (SNES, SNUEP et SNUIPP). […]

Sans précédent, car l'administration s'affranchit du cadre réglementaire : ainsi, à l'encontre de l'article L.531-1 du code général de la fonction publique, le rectorat de Versailles suspend Kai Terada tout en lui affirmant qu'il n'a commis aucune faute et que cette procédure n'est pas disciplinaire !

Ce passage en force de l'administration à une double conséquence : à court terme, il nous prend de vitesse sur le plan de la mobilisation et use à long terme les collègues réprimés sur le plan juridique. En effet, les recours au tribunal administratif sont des procédures longues et coûteuses. La décision de prolongation de suspension de trois des quatre de Melle a été jugée illégale par le tribunal administratif de Poitiers un an après que les collègues l'ont subie !

L'administration compte sur l'usure de ceux qu'elle réprime. […]

Sans précédent, car l'administration déguise ses sanctions en abusant de mutations d'office dans l'intérêt du service, procédure facilitée depuis la loi de transformation de la fonction publique de 2018 puisqu'il n'est même plus nécessaire de présenter cette mesure devant des commissions paritaires !

Aucun contradictoire, aucune défense : purement et simplement, une lettre de cachet qui permet de se débarrasser de ceux qui sont jugés indésirables, ceux qui contestent les réformes absurdes, ceux qui défendent le service public d'éducation, lettre de cachet qui permet aussi d'intimider leurs collègues. […]

Communiqué de Sois prof et tais-toi (collectif des répriméEs de l'éducation)

1 – Lire également en pages d'actualité sociale.

Le chiffre

22,4 %

22,4 % des FrancilienEs vivent dans un logement trop exigu, selon une étude publiée par l'Institut Paris Région, intitulée « Vivre à l'étroit en Île-de-France ». Soit près de 2,7 millions de personnes qui vivent dans un logement trop petit, selon les critères de l'Insee. Pour reprendre les termes d'un article de Mediapart, « une des inégalités les plus profondes, les plus intimes aussi, qui frappent la société française. »

Agenda

Jeudi 22 septembre, journée de mobilisation et d'actions des professionnelEs de santé. À Paris, à 12 h 45 devant le parvis de l'Hôtel de Ville.

Jeudi 29 septembre, journée intersyndicale de grève et de manifestations sur les salaires. À Paris, 14 h, Denfert-Rochereau.

Jeudi 29 septembre, Rencontres de la Brèche sur le validisme, Paris 12e. Rencontre avec Charlotte Puiseux autour de son livre : *De chair et de fer. Vivre et lutter dans une société validiste* (La Découverte, 2022). À 18 h, à la librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12e, métro Daumesnil.

Samedi 1er octobre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans. À 15 h, salle des Chats-Ferrés à Orléans.

Dimanche 16 octobre, marche contre la vie chère et l'inaction climatique, Paris. À 14 h, RDV à venir.

NO COMMENT

De quel droit réserver ça aux chasseurs, un mec bourré sur un vélo, c'est dangereux aussi.

Willy Schraen (président de la Fédération nationale des chasseurs), interrogé par l'AFP, 17 septembre 2022, qui ne sait visiblement pas qu'il est interdit de rouler à vélo en état d'ivresse.

CRISE ÉNERGÉTIQUE

Nous ne paierons pas la facture

Nos factures de gaz et d'électricité vont augmenter de 15 % au début de l'année 2023. La Première ministre agite la menace de coupures de courant cet hiver. Retour sur les annonces d'Élisabeth Borne concernant la crise énergétique.

Les menaces du gouvernement font écho aux appels à la sobriété de Macron : *« Dans les scénarios les plus probables, si chacun prend ses responsabilités et fait preuve de la sobriété nécessaire, il n'y aura pas de coupure »*. Ce que nuance le responsable de RTE (le distributeur gestionnaire du réseau de transport d'électricité) qui estime que *« le risque de tension »* sur le réseau électrique cet hiver est *« accru »*, pouvant aller *« jusqu'à 15 % de coupures dans les situations météorologiques les plus extrêmes »*.

Aucune mesure sérieuse, l'argent public ponctionné

Aucune annonce ne concerne la taxation des profits des compagnies énergétiques qui ont accumulé des bénéfices colossaux. Plutôt que de taper dans le portefeuille des actionnaires, le budget public (nos impôts) finance le « bouclier tarifaire ». En 2023, il devrait coûter 16 milliards d'euros, a précisé le ministre de l'Économie, alors que TotalEnergies et le gazier Engie, ont doublé leurs profits au premier semestre 2022 par rapport au premier semestre 2021 ; le seul TotalEnergies a annoncé avoir engrangé un bénéfice net de 10,4 milliards d'euros au premier semestre 2022…

Rien non plus sur l'arrêt des grands projets inutiles et imposés, sur l'interdiction des productions superflues, publicité, voitures, avions et bateaux de luxe, sur la réduction radicale d'activités énergivores, armement, aéronautique, automobiles.

Des chèques « exceptionnels » de 100 à 200 euros seront distribués aux ménages « les plus modestes », une aumône qui ne remplacera pas une véritable augmentation de salaire pour toutes et tous. Ces chèques n'empêcheront pas les plus précaires d'être obligéEs de choisir, manger ou se chauffer…

Prendre le mal à la racine

L'austérité énergétique ne tombe pas du ciel ; elle est directement liée aux errements du capitalisme qui, loin de prendre au sérieux les menaces environnementales, a continué à investir lourdement dans les énergies fossiles et a refusé toute mesure efficace d'économie d'énergie. Dans le contexte de la guerre d'Ukraine, le « libre » marché a fait le reste, spéculation financière, super-profits, toutes les dérives du marché se combinent pour que les prix de l'énergie s'envolent et que les pénuries s'aggravent en Europe, en Grande-Bretagne et ailleurs dans le monde. Ce n'est pas le passage aux énergies renouvelables mais l'extrême lenteur de la transition qui explique la crise énergétique.

Face aux menaces sur nos conditions de vie, le blocage du prix de l'énergie, la hausse des salaires, la taxation des profits sont des mesures urgentes et nécessaires. Mais elles ne suffisent pas ! Aux désastres énergétiques, au laisser-faire des marchés, il faut opposer l'alternative d'une prise de décision collective et démocratique sur les besoins à satisfaire et sur les moyens de les satisfaire. La socialisation de l'énergie – gestion collective de la production et de la distribution – est une condition pour la révolution énergétique, sociale et écologique indispensable à la sauvegarde du climat et de nos vies.

Commission nationale écologie

---

maintenant se retrouver (ou sont en train de se retrouver) dans des camps de « filtration » ukrainiens. Hélas, dans de telles circonstances, cela arrive toujours : ceux qui ont collaboré avec l'ennemi sont découverts.

Des réactions révélatrices

La situation n'est pas simple. Même un ultra-patriote tel que [le journaliste et blogueur] Yuriy Podolyaka (qui n'a pas encore été déclaré agent étranger) affirme qu'il s'agit d'une défaite dans la bataille pour la partie orientale de la région de Kharkiv. Les prétendus « correspondants militaires » crient à la « catastrophe ». Dans ce contexte, le ministère de la Défense de la Fédération de Russie a maintenu un très long et angoissant silence, qui a chauffé le public à blanc, puis a soudainement publié la déclaration suivante : *« Une opération a été menée pour écourter la présence et organiser le transfert des troupes d'Izyum-Balakley sur le territoire de la République populaire de Donetsk. »* Eh bien ! Je n'aurais jamais cru que ces gens se souviennent manifestement de la scène du conte de Schwartz, ou du moins sont des fans du film de Zakharov, si je n'avais pas vu moi-même les visages des généraux qui s'expriment à l'écran.

La réaction des hommes politiques de premier plan est également révélatrice. Le président (qui, soit dit en passant, est le commandant en chef selon la Constitution) a inauguré une grande roue à Moscou et a visité une salle de boxe peinte avec des couleurs rappelant de manière suspecte le drapeau ukrainien. Le soir, à Moscou, les feux d'artifice ont coïncidé avec la prise de contrôle, à des centaines de kilomètres au sud, par les forces armées ukrainiennes de plusieurs villes de la région de Kharkiv. Seuls les paresseux n'ont pas souligné cette coïncidence sur Internet.

La fin du mythe du plan astucieux

Les plus hauts responsables de l'État n'ont pas dit un mot sur ce qui s'est passé dans l'est de l'Ukraine. Le peuple, excité par les déclarations des « Z-patriotes » sur la catastrophe, est censé se contenter des alibis peu convaincants du ministère de la Défense.

En bref, il y a eu un « retrait de la deuxième tête du dragon », et, bien sûr, « pour ses propres raisons ». Je ne sais pas si cela signifie que nous allons assister à un changement dans « l'opération militaire spéciale » ou que l'alternance d'attaques et de contre-attaques va se poursuivre, transformant l'opération en une opération prolongée. Laissons les analystes militaires en juger. Les experts politiques sont clairs sur une autre chose : les autorités n'ont ni le langage ni la compréhension nécessaires pour parler de cette réalité qui change rapidement. Le mythe du plan astucieux, avec une prétendue maîtrise des événements du dernier semestre, semble avoir été définitivement dissipé ; maintenant, plus personne ne croit qu'une telle chose existe, même parmi les ultra-patriotes officiels les plus ardents. La machine de propagande ne sera bientôt plus en mesure de contrôler les masses.

Roman Kunitsyn

Version intégrale (en anglais) sur russiandissent.substack.com/

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@npa2009.org

Diffusion : diffusion.presse@npa2009.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 0419 P 11508

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 6 500 exemplaires

Directeur de publication : Julien Salingue

Secrétaire de rédaction : Julien Salingue

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SUISSE

Un nouveau succès contre les privilèges fiscaux en faveur des plus riches est à portée de bulletin

En février dernier, une large majorité de 62,7 % des votantEs a refusé, grâce à un référendum déposé par la gauche, l'abolition de certains droits de timbre, qui aurait profité aux entreprises les plus riches. La suppression partielle de l'impôt anticipé, soumise à votation le 25 septembre, doit connaître le même sort afin d'enrayer l'offensive de la majorité bourgeoise visant de nouveaux privilèges fiscaux.

L'impôt anticipé est un prélèvement à la source sur les revenus capitalistes, en particulier les dividendes. Il vise à limiter l'évasion fiscale des plus fortunés, car les contribuables qui ne déclarent pas leurs revenus se voient quand même ponctionnés.

DR

Un cadeau pour les riches et les grandes entreprises

Cet impôt a été introduit à la fin de la Seconde Guerre mondiale. À ce moment, l'opacité de la place financière suisse est critiquée par la gauche mais aussi par les Alliés. Les autorités suisses, sous pression, ont donc consenti à introduire ce prélèvement.

Les autorités veulent aujourd'hui supprimer la partie de cet impôt portant sur les obligations émises en Suisse. Au passage, le droit de timbre sur les obligations serait également aboli. Or, ce sont en particulier les plus grandes entreprises qui recourent à ces obligations pour leur financement, les petites passant plutôt par des emprunts ou des actions.

La suppression d'un tel prélèvement à la source faciliterait donc considérablement l'évasion fiscale pratiquée par une partie des investisseurs des multinationales. Ce phénomène serait d'autant plus prononcé que le fisc suisse ne bénéficie pas de l'échange automatique d'informations en matière fiscale.

Alors que les autorités suisses, mises sous pression après la crise économique de 2008, ont admis cet échange avec une partie des États étrangers, le fisc de leur propre pays n'a pas été inclus dans ce dispositif visant à limiter l'évasion fiscale.

Les référendaires estiment que les pertes fiscales pourraient s'élever à 800 millions par an, soit le montant que les partis bourgeois voudraient économiser sur le dos des femmes à travers le report de l'âge de départ en retraite de 64 à 65 ans[1]. La coïncidence de la votation sur l'impôt anticipé avec celles sur l'AVS et la TVA met à jour un des objectifs de la majorité de droite : imposer de manière accrue les salariéEs et retraitéEs et leur imposer des mesures d'économies, afin d'alléger l'imposition des grands investisseurs. La mise en échec de ces différents projets le 25 septembre constituerait un succès d'étape important.

Hadrien Buclin

1 – Voir *l'Anticapitaliste* nº 628 (15 septembre 2022).

USA

Histoire d'une quasi-grève : travailleurEs, syndicats et politique

Au début du mois, douze syndicats de cheminotEs étatsuniens représentant 150 000 travailleurEs qui transportent 40 % du fret longue distance du pays (pas de passagerEs) ont menacé de faire grève pour des raisons de salaires, de conditions de travail et de santé, Le 15 septembre, le président Biden a annoncé que le secrétaire au travail Marty Walsh, en collaboration avec les compagnies ferroviaires et les directions syndicales, était parvenu à un accord de principe. Au moment où nous écrivons, la grève semble peu probable.

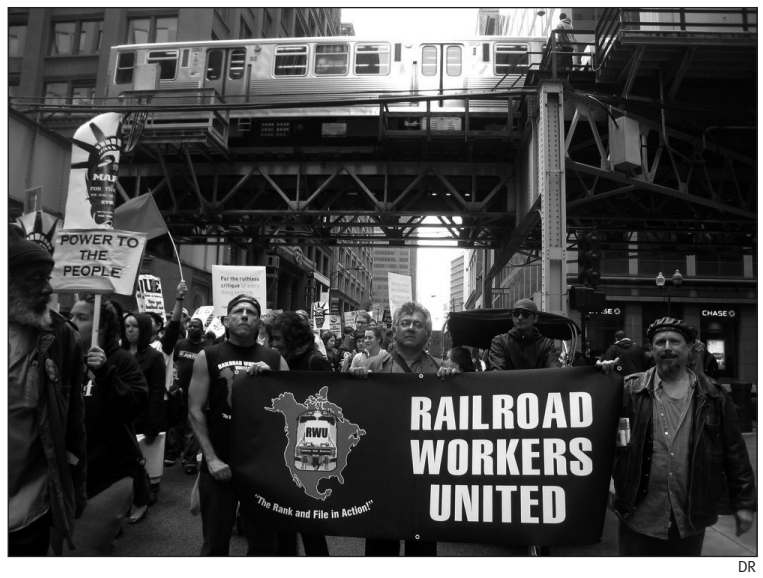
« *Ces travailleurs du rail obtiendront de meilleurs salaires, de meilleures conditions de travail et une tranquillité d'esprit quant au coût de leurs soins de santé : tout cela est durement gagné* », a déclaré Joe Biden en annonçant l'accord. « *Je remercie les syndicats et les compagnies ferroviaires d'avoir négocié de bonne foi et d'être parvenus à un accord de principe qui permettra à notre système ferroviaire essentiel de continuer à fonctionner et d'éviter de perturber notre économie.* »

Les cheminotEs prêts à débrayer

La gestion de cette affaire, qui découle de 150 ans d'expérience, est classique, bien que la précipitation de cette intervention politique soit unique. Les cheminotEs ont été poussés à menacer de cette grève par les pressions continues des employeurs pour une plus grande productivité, par l'insuffisance de jours de congé maladie et par la hausse des prix.

Aux États-Unis, où les chemins de fer sont privés et font des milliards de bénéfices, il y avait un million de cheminotEs en 1950, mais en raison de la restructuration, de l'automatisation et des pressions des directions, ce nombre a été réduit aujourd'hui à seulement 150 000.

« *Notre travail est en train de se réduire à un nombre restreint de personnes travaillant plus et plus rapidement* », a déclaré à un journaliste



DR

Ross Grooters, mécanicien de locomotive pour l'Union Pacific dans l'Iowa et co-président de Railroad Workers United. Les cheminotEs, comme de nombreux et nombreuses travailleurs américains, ont un contrat qui ne prévoit pas de jours de congé maladie. Et avec un taux d'inflation de 8,5 %, les travailleurEs estimaient également qu'ils devaient obtenir une augmentation de salaire, et si cela passait par une grève, ils et elles étaient prêts à débrayer.

Une grève quasi impossible

Le droit du travail étatsunien, cependant, rend une grève nationale des chemins de fer presque impossible. Cette loi a été mise en place en raison de l'impact dévastateur des grèves passées, toutes écrasées par la violence du gouvernement. La grève de 1877 des chemins de fer de Baltimore et de l'Ohio a entrainé d'importantes destructions et fait 100 victimes. La grève de Pullman en 1894, menée par Eugene V. Debs, a impliqué 250 000 travailleurEs et a coûté 40 vies, tandis que la grève des ouvrierEs du ferroviaire en 1922 a impliqué 250 000 travailleurEs et a coûté dix vies.

Déterminé à mettre fin aux grèves des chemins de fer, le Congrès américain a adopté en 1926 la loi sur le travail dans les chemins de fer (RLA), qui est toujours en vigueur aujourd'hui. La RLA visait à mettre fin aux grèves en forçant les employeurs et les syndicats à s'engager dans un processus long et fastidieux de médiation sous l'égide du National mediation Board. (Conseil national de lédiation) Lorsque les parties et le conseil parviennent à un accord de principe, commence alors une période de réflexion de 30 jours pendant laquelle ni les patrons ni les travailleurs ne peuvent prendre d'autres initiatives. La dernière grève nationale des chemins de fer a été menée par le syndicat des machinistes en 1992.

Des améliorations significatives

Les militants syndicaux se plaignent de ne pas savoir exactement ce que contient le nouveau contrat. « *Il est impossible à l'heure actuelle de comprendre ce que signifie cet accord, et il est honteux de constater à quel point il est opaque* », a déclaré Ron Kaminkow, membre de la Fraternité des mécaniciens de locomotives et des agents de train. Les travailleurEs ont apparemment obtenu une augmentation de salaire de 24 %, soit un salaire moyen de 110 000 dollars à la fin du contrat en 2024, ainsi que des primes de 5 000 dollars. Les travailleurs bénéficieront également de leur premier jour de congé de maladie payé et de jours supplémentaires de congé médical non payés, ainsi que d'une plus grande flexibilité dans les horaires.

Pour Joe Biden et les Démocrates, qui vont affronter les Républicains lors des élections de mi-mandat du 8 novembre, il était impératif d'éviter une grève qui aurait eu un impact important sur l'économie, en perturbant davantage les chaînes d'approvisionnement et en entrainant l'arrêt la production dans de nombreuses usines.

Les syndicats et les travailleurEs peuvent encore rejeter ce projet d'accord. Mais, grâce à la menace de faire grève, il contient certaines améliorations significatives et la pression exercée par les politiciens, les patrons et certains responsables syndicaux pour qu'il soit accepté sera énorme.

Dan La Botz

BRÉSIL

L'élection présidentielle approche, Bolsonaro menace

Il reste moins de deux semaines avant le premier tour de l'élection présidentielle au Brésil. Et la menace Bolsonaro continue de planer.

Il y a urgence, mais il faut faire preuve de résilience, de détermination et de patience. Le 7 septembre dernier [journée de fête des 200 ans de l'Indépendance] a été « détourné » par le bolsonarisme pour organiser de grandes démonstrations de force sociale.

Les plans de Bolsonaro

La société est fracturée : la majorité sociale contre Jair Bolsonaro s'est consolidée, prenant appui surtout sur plus pauvres, les femmes et les habitants du Nordeste, mais les fascistes conservent un soutien de la masse au sein de la bourgeoisie, des classes moyennes, une grande influence dans le Sud et le Nord et l'hégémonie dans le Centre-Ouest.

Nous sommes encore dans une situation transitoire, sortant d'une situation réactionnaire, si l'on considère le rapport de forces social entre les classes, bien que le rapport de forces politique, qui oscille de plus en plus rapidement, laisse penser que l'extrême droite est en situation croissante d'infériorité.

Jair Bolsonaro a des plans à court, moyen et long terme. Le premier objectif du 7 septembre était de stimuler une dynamique de captation d'influence pour obtenir la possibilité, le 2 octobre, d'accéder au second tour, le 30 octobre. Le deuxième était de placer son courant politique néofasciste dans un état de mobilisation afin de pouvoir construire une campagne pour dénoncer l'élection comme résultant d'une fraude. Le troisième était de garantir une légitimité lui permettant de bloquer un processus judiciaire d'enquête sur les crimes de responsabilité [concernant des actes répréhensibles du Président] qui pourrait le condamner à la prison.

La défaite de Jair Bolsonaro aux élections serait une grande victoire tactique. Mais, malheureusement, le bolsonarisme, le néofascisme à la brésilienne, restera. Le défi stratégique de la gauche doit être plus ambitieux. Il faudra inverser le rapport de forces social afin de laisser l'extrême droite démoralisée et le dos au mur. Cela nécessitera, en premier lieu, un rapport de forces politique qui garantisse les conditions de l'arrestation de Jair Bolsonaro.

Vaincre la peur

Le plus grand obstacle, jusqu'à présent, a été la difficulté pour la gauche de gagner de manière incontestée la suprématie dans les rues. Les rassemblements électoraux de Lula ont, heureusement, été importants, de l'ordre de quelques dizaines de milliers. Et même très grands dans certaines villes, notamment dans le Nord-Est. Mais sans

Wikimedia Commons

la présence de Lula, la capacité de la gauche à battre le rappel des masses a été faible.

Il reste deux semaines avant les élections, mais très peu de personnes à gauche osent porter un autocollant soutenant Lula, en dehors des rassemblements ou des environnements sécurisés. Il n'y a pas d'autocollants sur les voitures. Pourquoi ? Parce que le danger est réel et immédiat. Les peurs politiques sont incompréhensibles, quand on ne les relie pas aux haines sociales.

Les discours de Jair Bolsonaro le 7 septembre étaient un appel au combat. Ils distillent les haines et inspirent la peur. Malheureusement, sont puissantes les pressions à l'apathie culturelle et idéologique qui enserre les larges masses laborieuses. Il s'avère qu'il n'y a pas de force sociale plus puissante dans l'histoire que la mobilisation populaire, lorsqu'elle prend confiance en elle et s'organise.

La crainte que le changement ne vienne jamais – chez les travailleurEs elle est accentuée par la peur des représailles – doit faire face à des craintes encore plus grandes : celles propres au désespoir des classes possédantes et de leur clientèle sociale de tout perdre. Dans la chaleur de la lutte des classes, le scepticisme des classes laborieuses à l'égard de leur propre force, l'indécision de leurs rêves égalitaires, ont été surmontés par l'espoir de liberté, un ressenti moral et une aspiration politique plus exaltant que la mesquinerie réactionnaire et l'avarice bourgeoise. Vaincre la peur sera l'un des grands défis à relever pour assurer la défaite des fascistes. Pendant et après les élections.

Valério Arcary

Version intégrale sur alencontre.org

MALI Accentuation de la crise

« Les djihadistes aux portes de Bamako » : c'est le cri d'alarme d'un think tank proche des autorités US après l'attaque en juillet de la caserne de Kati située à 20 km de Bamako. L'assaut contre cette caserne, véritable centre du pouvoir de la junte militaire du Mali, est, en tout cas, un cinglant démenti des propos du gouvernement malien sur l'amélioration des conditions sécuritaires dans le pays.

Lors du coup d'État contre Ibrahim Boubacar Keïta en août 2020, la junte militaire déclarait qu'elle engagerait une politique de dialogue avec les groupes armés afin de rétablir paix et sécurité. Abandonnant rapidement cette solution, elle a emprunté le chemin opposé. Deux ans plus tard, on assiste à une véritable fuite en avant militaire épaulée par les mercenaires du groupe russe Wagner.

DR

Une sur-militarisation

Déni et triomphalisme sont désormais les marqueurs de la communication des putschistes. Régulièrement, les points de presse gouvernementaux font état de nombreux succès contre les djihadistes. Les faits sont tout autres. Observateurs et experts sont d'accord sur un point : la situation sur le terrain ne cesse de se dégrader. La fin de la collaboration du Mali avec la force conjointe du G5, composée des pays sahéliens, a considérablement affaibli le rapport de forces militaire dans la zone des trois frontières de la région du Liptako-Gourma. À tel point que le général El Hadj Ag Gamou, une figure de la lutte antiterroriste, appelle les populations à fuir vers les grandes villes, faute d'une protection efficace des forces armées maliennes (FAMa).

Le pays s'enfonce dans une violence généralisée nourrie par les différentes milices, qu'elles soient communautaires ou religieuses, mais aussi par les FAMa et leurs supplétifs russes. Les opérations de l'armée dans les villages sont le plus souvent accompagnées de violations des droits humains. Dans le village de Nia Ouro, dans le centre du pays, les mercenaires de Wagner sont accusés d'agressions sexuelles et de viols, à Hombori des dizaines de civilEs ont été exécutés.

Un risque d'effondrement du pays

Des pans entiers du territoire tant au nord qu'au centre sont contrôlés par les groupes armés. La présence de l'État dans le nord est estimée par le dernier rapport des Nations unies à 10 % et, dans le centre du pays, régresse de 27 à 21 %.

Les ripostes des autorités maliennes sont délétères pour l'unité du pays. Les FAMa ciblent les populations peules, engendrant leur radicalisation habilement utilisée par les extrémistes religieux. Les opérations coup de poing de l'armée sont contre-productives car elles ne font que provoquer des actions de représailles des djihadistes.

L'absence de réponse efficace des autorités entraîne l'armement des populations. Des miliciens utilisent leur pouvoir pour rançonner les membres de leur propre ethnie qu'ils sont censés protéger.

Il y a des tentatives de dialogue de paix entre les communautés qui sont couronnées de succès dans les villes des régions de Mopti, Ségou et Douentza pourtant durement touchées par la violence intercommunautaire. Mais la pérennité de ces accords de paix ne pourra être assurée que par une politique de soutien de l'État. Une voie que la junte se refuse d'emprunter préférant la manière forte.

En matière humanitaire les conséquences se font sentir. Le représentant des Nations unies pour le Mali, El-Ghassim Wane, estime *« [qu']en 2022, 7,5 millions de personnes auront besoin d'assistance humanitaire dans le pays, contre 5,9 millions en 2021 »*.

Quand Wagner joue à qui perd gagne

La junte, comme toutes les autres dictatures africaines, se sert de la souveraineté du pays pour asseoir son pouvoir. Une souveraineté qu'elle brade à la société de mercenaires russes. En effet, plus les putschistes perdent du terrain face aux groupes armés, plus Wagner gagne en influence. Ce qui lui permet d'avancer méthodiquement ses pions en exigeant toujours plus.

Le chef du commandement US pour l'Afrique estime à 10 millions d'euros par mois la somme déboursée par les autorités maliennes pour les « services » de Wagner. Face aux difficultés de paiement du gouvernement, l'entreprise de Evgueni Prigojine exige en compensation l'exploitation de trois nouvelles mines d'or pourtant déjà détenues par deux entreprises canadiennes et une australienne.

L'isolement du Mali est aussi un argument pour restreindre les libertés démocratiques. Les opposants se retrouvent en prison et parfois y meurent comme l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubèye Maïga. Omar Mariko, un des dirigeants de la gauche radicale, a dû entrer en clandestinité pour assurer sa sécurité.

Sortir la junte du pouvoir devient une tâche prioritaire pour que le dialogue entre communautés puisse favoriser le vivre ensemble et saper ainsi la base sociale des intégristes islamistes.

Paul Martial

SUÈDE « Les institutions démocratiques sont véritablement en danger »

Retour sur les résultats des élections en Suède, qui ont vu la victoire du « bloc » droite-extrême droite.

Après les élections de 2018, il a fallu quatre mois de négociations avant qu'un gouvernement puisse être formé. Un tel délai est peu probable cette fois-ci, avec l'émergence de deux blocs politiques distincts. Ces blocs ne signifient cependant pas un simple retour de la droite et de la gauche comme blocs concurrents dominant la politique suédoise. De plus, il existe de grandes différences politiques au sein des deux coalitions. En effet, les blocs ont été fondés en grande partie sur la question de savoir si les Démocrates suédois (DS) d'extrême droite devaient être autorisés à disposer ou non d'une influence sur le gouvernement. Quatre partis ont dit non, quatre autres ont dit oui.

L'ombre des « Démocrates de Suède »

Les Démocrates de Suède ont été formés en 1988 à partir du mouvement « Gardez la Suède suédoise » [« Bevara Sverige Svenskt »], composé de groupes explicitement racistes et néonazis s'unissant sous une bannière commune. Les Démocrates suédois ont passé les années qui ont suivi 1988 à faire le ménage dans leurs rangs, mais ils restent un parti anti-immigration presque monolithique, dont les membres commettent sans cesse des dérapages, oublient le nouveau plan de communication mis en place par la direction et écrivent des insultes racistes sous des pseudonymes sur Internet.

Cette campagne électorale a été un déploiement continu d'un populisme sans les résultats escomptés, les Sociaux-démocrates essayant de gagner les électeurs de droite en promettant de limiter l'immigration, d'être implacables face à la criminalité, d'augmenter les dépenses militaires, de satisfaire les intérêts des entreprises et de ne pas proposer de réformes fiscales majeures. La campagne de la droite conservatrice n'était pas très différente, de sorte que l'élection a été largement centrée sur la crédibilité des dirigeants de parti et leur capacité personnelle à former un gouvernement et à « diriger la Suède ». Les deux coalitions étant relativement lâches, il y avait beaucoup de place pour les manœuvres et les propositions populistes des différents partis – peu importe qu'elles soient contradictoires entre les composantes des coalitions, car les accommodements nécessaires pouvaient avoir lieu après l'élection. Cette dynamique a manifestement été couronnée de succès pour les Démocrates suédois.

Menaces sur la démocratie

Après les élections précédentes, un cordon sanitaire contre les Démocrates suédois a été formalisé dans l'« Accord de janvier », selon lequel les Sociaux-démocrates pouvaient gouverner avec le soutien des Verts, des Libéraux et du Centre et avec la tolérance du Parti de gauche. Cet accord s'accompagnait de 73 réformes concrètes – avec un profil fortement orienté à droite – mais n'a été que partiellement mis en œuvre. En juin 2021, le Parti de gauche a appelé à un vote de défiance à l'égard du gouvernement afin de stopper une politique visant à remplacer [dès septembre] les loyers négociés par des loyers établis par les différents acteurs du « marché du logement ».

Cela a entraîné l'effondrement de l'« Accord de janvier » et, coup sur coup, le cordon sanitaire a été rompu et les Modérés, les Chrétiens-démocrates et – plus récemment – les Libéraux ont commencé à coopérer ouvertement avec les Démocrates de Suède. Aujourd'hui, ces partis visent à former un gouvernement dont les solutions communes aux plus grands défis politiques restent encore floues, en dehors de la criminalité et de la migration.

Avec l'impasse actuelle des majorités politiques, la Suède peut s'attendre à quatre années de politique réactionnaire où les institutions démocratiques sont véritablement en danger. Lorsqu'ils étaient au pouvoir au niveau local, les Démocrates de Suède ont tenté de s'immiscer dans l'indépendance des fonctionnaires et ont rompu l'accord de « dépendance » entre la politique et la société civile en ordonnant, par exemple, le retrait des drapeaux arc-en-ciel.

Petter Nilsson et Rikard Warlenius*

Version intégrale sur alencontre.org

* Membres du Parti de gauche suédois.

Le monde en bref

Espagne. Production arrêtée dans les usines Stellantis et Renault (NPA autocritique). Le manque de pièces électroniques, et notamment en semi-conducteurs, continue dans l'industrie automobile. Stellantis et Renault vont partiellement arrêter la production dans leurs usines espagnoles.

L'usine Renault de Palencia s'arrête le 19 septembre et l'usine de montage de Valladolid le fera plusieurs jours au cours de ce mois en fonction des équipes.

En plus de l'arrêt du 19 septembre à Palencia, l'équipe de nuit de l'usine de Valladolid s'arrête aussi du 19 au 23 septembre, et les équipes du matin et de l'après-midi s'arrêtent les 19 et 20 septembre.

Un plan de régulation de l'emploi temporaire (ERTE) avait pris fin le 30 juin, ce plan avait été négocié avec l'UGT et les Commissions ouvrières, la CGT d'orientation libertaire dénonçant cet accord de flexibilité. Il sera à nouveau mis en place pour 40 jours à Palencia, et à Valladolid,

À partir du 30 juin, les travailleurs déplacés à Valladolid devaient retourner à Palencia et des intérimaires devaient être recrutés à Valladolid.

Mais la situation de crise est maintenant critique, les fournisseurs ayant à nouveau des problèmes d'approvisionnement.

Stellantis Vigo a arrêté dans l'usine de Vigo toutes ses lignes de production samedi 17 septembre en raison du manque d'approvisionnement. *« Pour des raisons de force majeure, suite à l'absence d'approvisionnement, le samedi 17 septembre, l'activité des deux chaînes d'assemblage sera suspendue »*, explique la direction de l'usine. En outre, le constructeur automobile a également suspendu l'équipe de nuit de l'une des chaînes d'assemblage de l'usine de Balaídos (celle qui assemble les Peugeot 2008, Peugeot 301 et C-Elysée), l'activité se poursuivant ce jour-là dans l'autre chaîne d'assemblage..

Entre janvier et juin 2022, les multiples arrêts de production observés dans l'usine Stellantis de Vigo avaient amputé la production de 50 000 véhicules.

Russie. Des lois pour réduire au silence les voix antiguerre (Amnesty). Dès les premiers jours de l'invasion russe de l'Ukraine, les autorités ont réprimé des milliers de manifestantEs pacifistes et se sont attaqués à de nombreux médias indépendants.

Très vite, le Kremlin a déployé de nouvelles lois afin d'incriminer toute voix critique remettant en cause le récit officiel imposé par le régime de Poutine. Résultat : des opposantEs politiques, artistes, journalistes et simples citoyenEs ayant exprimé publiquement leurs opinions sont aujourd'hui en prison. Nous appelons à leur libération immédiate et inconditionnelle.

En Russie, des dizaines de personnes risquent jusqu'à dix ans d'emprisonnement, voire davantage, pour avoir diffusé ce que les autorités qualifient de *« fausses informations sur les forces armées »*, un nouveau crime introduit dans la loi pour réprimer les personnes critiques de la guerre.

Quelques jours après l'invasion, les membres de la Douma ont amendé un ancien projet de loi, et notamment introduit plusieurs articles criminalisant la diffusion de « fausses informations » concernant les forces armées russes ainsi que toutes les expressions d'opinions critiques à l'égard des autorités russes, de leurs actions et de leurs politiques.

Dès le début de l'invasion de l'Ukraine, et avant l'adoption de cet arsenal législatif, des dizaines de milliers de Russes ont manifesté pacifiquement dans les rues et critiqué l'agression dans leurs réseaux sociaux. Les autorités ont réagi par une répression contre les manifestantEs et les voix dissidentes, et auraient arrêté plus de 16 000 personnes. Les autorités se sont également attaquées aux quelques médias indépendants restants en obligeant nombre d'entre eux à fermer leurs portes, à quitter le pays ou à limiter leurs reportages sur la guerre et à citer les rapports officiels russes à la place. Un grand nombre d'ONG de défense des droits humains ont depuis été qualifiées d'« agents étrangers » ou d'« indésirables » et confrontées à la fermeture arbitraire ou au blocage de leurs sites Internet.

Pour le seul « crime » de « diffusion d'informations sciemment fausses » en rapport avec l'agression russe en Ukraine, plus de 80 affaires pénales sont en cours.

Plus de détails sur amnesty.fr

ET EN MANIFESTATIONS LE 29 SEPTEMBRE !

TOUT AUGMENTE, SAUF NOS SALAIRES ET NOS REVENUS

Selon les données de l'Insee (estimation provisoire réalisée fin août), les prix à la consommation auraient augmenté dans leur ensemble de 5,8 % sur une année, + 0,4 % par rapport à juillet. Et dans ce cadre, l'augmentation du prix de l'énergie bat évidemment tous les records (+ 22 % sur une année). Dans le même temps, le pouvoir nous fait l'aumône…

Nos revenus seraient, paraît-il, à la hausse : +3 % sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, + 3,5% pour les fonctionnaires (avec des annonces tonitruantes dans certains secteurs, comme les enseignantEs dont les salaires vont être revalorisés à hauteur de +10 %), +4 % pour les pensions et prestations sociales… Outre que le compte n'y est pas par rapport à l'inflation subie, ce type de chiffrage lisse des réalités sociales bien différentes, souvent marquées par de grandes difficultés à boucler les fins de mois qui arrivent toujours de plus en plus tôt.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

La crise, mais pas pour tout le monde

Les prix de l'énergie et de l'alimentation flambent chaque jour et mettent en difficulté la majorité de la population. Face à cette augmentation des prix, l'explication du gouvernement est simple : la conjoncture économique et géopolitique (guerre en Ukraine, réduction drastique des importations de gaz et de pétrole russes, rebond très fort de la demande post-covid, difficulté des chaînes d'approvisionnement, hausse du prix des matières premières…). Les entreprises, quant à elles, se justifient par la hausse des coûts qu'elles subissent. Mais dans les faits, pour la majorité des entreprises, les augmentations des prix sont beaucoup plus élevées que la hausse de leurs coûts. Elles profitent du contexte pour augmenter leurs profits toujours et encore, et on peut dire qu'au vu des derniers chiffres connus, elles ont plutôt réussi leur coup. En effet, TotalEnergies a réalisé plus de 6 milliards de dollars de profits sur le deuxième trimestre 2022, Shell 18 milliards, et BP 9 milliards. Engie a également, au premier semestre, doublé ses bénéfices. C'est le cas aussi des entreprises du CAC40 qui ont atteint 73 milliards de bénéfices au premier trimestre, soit une augmentation de 24 % par rapport à l'année dernière. La crise, on le savait, est donc loin de toucher tout le monde.

Lors de son élection, Macron avait promis d'agir pour le « pouvoir d'achat » du plus grand nombre, puisque cette question est depuis des mois la question cruciale pour l'ensemble des salariéEs, des jeunes, des précaires et des retraitéEs. C'est ainsi qu'il a fait adopter cet été la loi « Mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat », et que le gouvernement a augmenté de 3,5 % le point d'indice des fonctionnaires, de 2,9 % les indemnités chômage ou de 4 % les pensions. Et depuis, il ne cesse de s'enorgueillir de ces actions. Mais la majorité des salariéEs n'est pas dupe de ces mesurettes cache-misère qui ne compenseront pas l'absence de l'augmentation réelle des salaires, du SMIC et des minima sociaux. Pire, un certain nombre de dispositions de cette loi sont un véritable frein aux augmentations des salaires. C'est le cas par exemple de la prime dite Macron dont le plafond vient d'être augmenté, prime entièrement défiscalisée et qui ne bénéficiera pas à l'ensemble des salariéEs. Rappelons que cette prime lors de sa mise en place en 2021 n'avait été versée qu'à 4 millions de salariéEs pour un montant moyen de 506 euros… Et par ailleurs, le risque est grand que les entreprises la versent en lieu et place d'une augmentation de salaires, tout comme l'intéressement qui après l'adoption de cette loi sera facilitée.

Construire et développer la colère sociale

Mais face à la vie chère et à la perte de pouvoir d'achat, la colère sociale existe. Ainsi, les grèves sur les salaires et les conditions de travail ne cessent de se développer, comme c'est le cas ces dernières semaines des salariéEs des transports en commun, des agentEs territoriaux spécialisés des écoles maternelles ou encore des agentEs de la petite enfance… Pour obtenir des augmentations de salaires, on le sait, seules les grèves et les mobilisations peuvent faire plier l'État et le patronat. Dans un tel contexte, la journée de grève interprofessionnelle du jeudi 29 septembre, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, peut être l'occasion d'une mobilisation massive du monde du travail. Le premier jalon d'une rentrée sociale anti-gouvernementale, anti-patronale, qui pour cela ne doit donc pas rester sans lendemain. Une étape sérieuse dans une mobilisation massive contre ce gouvernement qui sera l'occasion de (re)prendre confiance en notre force collective, à la condition qu'elle ne reste pas sans lendemain. Malgré toutes les limites dans lesquelles est enfermée une journée pensée sans suite à cette étape, nous cherchons à la construire à la base, en réunissant sur les lieux de travail les salariéEs pour discuter de la situation, des raisons de se mettre en grève et des suites possibles. Le NPA est aussi partie prenante des arcs de force politiques en soutien à cette journée.

TRANSPORTS ENFIN UNE DATE DE MOBILISATION TOU·TE·S ENSEMBLE !

De la SCNF à la RATP en passant par Keolis, Transdev et les quelques autres grandes entreprises du transport, toutes les grosses boîtes du secteur se voient opposer une mobilisation des travailleuEr ces dernières semaines… qui pourrait bien déboucher sur un mouvement général !

Le mois de septembre est marqué par de nombreux mouvements dans le secteur du transport, et en particulier en ce qui concerne le transport urbain et interurbain.

Un mois de septembre sous le signe de la mobilisation

C'est au moyen de débrayages mais aussi de grèves durant parfois un jour, deux jours et dans certains cas jusqu'à une semaine que les travailleurEs du secteur ont décidé de se faire entendre. Pas une ville ne semble « épargnée » par ces réactions collectives, et pour cause : partout les mêmes conditions de travail dégradées, le manque d'effectifs et les salaires de misère sont dénoncés ! Ce lundi, c'était au tour des conducteurs de Citéa – qui dessert notamment la ville de Valence – de débuter une grève contre les miettes proposées par leur direction en guise d'augmentation de salaire. La semaine dernière – et ce n'est pas fini – c'était à Villepinte et Tremblay dans le nord de l'Île-de-France que les conducteurEs ont refusé de prendre les bus face au choix de la direction de laisser tomber le dépôt. En effet, les conducteurEs ont dénoncé des bus en mauvais états pouvant être dangereux, mais aussi des plannings impossibles, un délabrement de tous les côtés.

Il y a dix jours, c'est à Lyon que 200 travailleurEs de Keolis ont fait grève face à une nouvelle attaque de la direction qui entend conditionner une prime de 600 euros à la présence : cette somme serait amputée de 200 euros dès le premier jour d'absence. Une tentative d'empêcher tout mouvement ! Dans les ateliers RATP, la colère gronde aussi. La semaine dernière, à Sucy (94), près de 300 maintenEurs ont fait grève 59 minutes pour dénoncer les tentatives de supprimer des primes.

À la SCNF aussi, ce sont les mêmes problèmes et donc les mêmes revendications : des embauches massives et des augmentations de salaire. Le 6 juillet dernier, les cheminotEs s'étaient massivement mis en grève pour se faire entendre alors qu'une table ronde sur les salaires était organisée par la direction. Les mouvements locaux se sont également multipliés dans le chemin de fer depuis plusieurs mois.

Bref, pas un seul jour où il n'y ait, ici ou là, des réactions face aux conditions de travail imposées par les directions du transport. Et ce, sans attendre la fin du mois de septembre et la rentrée des organisations syndicales.

Si le patronat fait mine d'être surpris par la situation et notamment la pénurie d'effectifs, c'est pourtant bien leur politique depuis des années qui en est la grande responsable[1].

Des perspectives il y en a !

Partout les travailleurEs du transport se font entendre avec les mêmes revendications. Les organisations syndicales ne sont pas pressées d'unifier les colères préférant jouer les négociations localement et entreprise par entreprise. Pourtant, la situation pourrait basculer en faveur des salariéEs s'ils décidaient de prendre en main eux et elles-mêmes leur mouvement en se regroupant et en s'adressant les unEs aux autres.

Dans cette perspective, la date du 29 pourrait être une première journée regroupant l'ensemble des salariéEs du secteur… et au-delà, car c'est partout la même logique capitaliste qui impose une riposte à la hauteur des attaques du patronat !

Correspondants

1 – Voir *l'Anticapitaliste* n° 628 (15 septembre 2022).

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

SANTÉ

AUX URGENCES, À L'HÔPITAL, LA CATASTROPHE EST LÀ

Photothèque Rouge / JMB

« *La catastrophe annoncée ne s'est pas produite* » : François Braun, nouveau ministre de la Santé, est plutôt satisfait en cette fin d'été. Pourtant, dans le monde réel, celui des établissements où nous travaillons, où les patientEs tentent de se faire soigner, la catastrophe a bel et bien eu lieu et elle va continuer :
– Malades sur des brancards pendant des heures aux urgences, faute de lits pour les accueillir, de soignantEs pour s'occuper d'eux, ou renvoyés dans d'autres établissements ;
– Lits et services fermés, consultations reportées faute de personnel.
Pour les patientEs ce sont des « pertes de chances », des décès évitables, des états de santé dégradés.
L'Insee note *« des pics de recours aux soins d'urgence du 15 au 18 juillet »* et a établi que *« les décès totaux du mois de juillet 2022 sont supérieurs de 13 % à ceux de juillet 2019 »*.
Pour M. Braun, cela n'a sans doute rien à voir avec le manque de personnel et la détresse des hôpitaux. Le 3 août, en déplacement au CHU de Nantes, le ministre a osé affirmer : *« Il n'y a pas de fermetures d'urgences, je crois qu'il faut arrêter avec ce terme qui est tout le temps utilisé »*. Une semaine plus tard, il devait admettre le contraire.

Trahi par les siens !

Ironie de l'histoire, les propos de F. Braun ont été démentis par Samu-Urgences de France dont il était le président quelques semaines plus tôt. Cette association a rendu public le résultat d'une enquête menée au mois de juillet dans la moitié des services d'urgences. Celle-ci établissait que *« 42 établissements avaient été contraints de réaliser une fermeture totale, de nuit, de leur service d'urgences en juillet, pour un nombre cumulé de 546 nuits en juillet »* et que 23 établissements avaient *« réalisé une fermeture totale* [jour et nuit] *pour un nombre cumulé de 208 jours »*.
La réduction du nombre de passage aux urgences a été obtenue en limitant l'accès aux soins, pour celles et ceux qui n'ont pas d'autre solution. En rendant obligatoire l'appel aux Samu pour accéder aux urgences, le gouvernement n'a fait que déplacer le problème. Les fanfaronnades du ministre affirmant que *« cette régulation n'apporte pas une dégradation des soins, mais au contraire une meilleure orientation des patients en fonction des besoins »* sont contredites par la réalité.
L'impossibilité d'accéder directement aux urgences s'est traduite par une explosion des appels au Samu, auxquels celui-ci ne pouvait toujours répondre dans les délais satisfaisant, avec un fort risque de « perte de chances », dans les situations critiques.
Quant aux prétendues « solutions alternatives », consistant à renvoyer les patientEs vers la médecine libérale, elles n'apportent que des réponses très partielles et imparfaites à l'heure où les médecins de villes sont elles et eux aussi débordés et où les déserts médicaux s'étendent.

Automne 2022 : grand bla bla et austérité

Alors qu'il faudrait un plan d'urgence, avec des mesures immédiates et fortes (recrutements, formations, budgets) pour sauver l'hôpital et redonner confiance à celles et ceux qui y travaillent, Macron et Braun nous refont le coup du « grand débat » : une « grande conférence » sur « l'accès aux soins » va être organisée de septembre à décembre… pour des « décisions » en début d'année 2023.
Mais pendant qu'ils vont amuser la galerie avec leur « grand bla bla », le rouleau compresseur de l'austérité continue d'avancer. En octobre sera discutée la loi de financement de la Sécurité sociale qui attribuera, pour l'année 2023, les enveloppes au système de santé. Une fois votée, ces enveloppes ne peuvent être dépassées.
Or Macron l'a annoncé : le temps du « quoi qu'il en coûte » est révolu. Plus question de laisser « filer les déficits ». Les hospitalierEs seront donc appeléEs une nouvelle fois à faire plus et mieux avec moins de moyens.

Et pendant ce temps-là l'inflation galope et les salaires stagnent…

Les maigres revalorisations issues du Ségur de la santé sont absorbées par l'inflation. Ce n'est pas la « revalorisation du point d'indice » de 3,5 %, quand l'inflation a été officiellement en un an aux alentours de 6 %, qui va nous permettre de mieux vivre. Et cela va empirer dans les mois qui viennent avec les nouvelles hausses prévues des prix de l'énergie et de tous les produits de première nécessité.
Sans rire, Macron n'a pas hésité à dire à celles et ceux qui terminent déjà difficilement chaque mois, que le temps de « l'abondance » était terminé.

De la colère à la mobilisation : c'est maintenant qu'il faut agir

L'heure n'est pas à attendre, mais à agir. Pourtant, dans les hôpitaux, si la colère est bien là, elle peine à se transformer en mobilisation. La lassitude et la fatigue pèsent. Les divisions entre syndicats, la répétition de journées d'actions sans lendemain n'aident pas. En ce mois de septembre, la CGT appelle à une journée d'action dans la santé le 22 septembre, tandis que CFDT, FO et UNSA, obligés de constater qu'ils ont été les dindons de la farce du Ségur, appellent à l'action le 27 ! Le 29 septembre, l'appel à la mobilisation concerne touTEs les salariéEs.
Malgré leurs limites il faut s'emparer de ces possibilités d'action. Mais il est urgent, dans des assemblées générales, de discuter d'une mobilisation unitaire, d'une tout autre ampleur, à la hauteur des attaques que nous subissons. Dans une déclaration commune, 17 associations, syndicats, partis ont affirmé leur volonté de *« construire ensemble un processus de mobilisation populaire pour mettre en échec la politique sociale et climatique menée par le gouvernement et imposer les changements nécessaires »*. Il faut maintenant passer des paroles aux actes.
Les salariéEs du Royaume-Uni, qui subissent encore plus les attaques et la précarité montrent qu'il est possible de s'engager dans cette voie. Il n'y a pas d'autre issue.

Commission santé-sécu-social

AUTOMOBILE

DÉJÀ MOBILISÉ·E·S POUR LES SALAIRES !

Sans attendre la journée du 29 septembre, les grèves et débrayages pour les salaires se multiplient à PSA-Stellantis.

Vendredi 16 septembre, à PSA Hordain (ex-PSA-Sevelnord) dans le Nord – une usine de 2 400 ouvrierEs où on produit des utilitaires comme la Peugeot Expert –, 500 ouvrierEs sur trois équipes se sont mis en grève pour revendiquer l'embauche des intérimaires en CDI et une augmentation de salaire : pas moins de 400 euros par mois et 6 000 euros de prime défiscalisée.

Sans sous, pas de bagnoles !

La grève s'est poursuivie dimanche soir et lundi matin. Lundi midi, elle a été reconduite par les grévistes en assemblée générale jusqu'à mardi 5 h 30. La production a été bloquée.
Mobilisation également dans deux autres usines du nord de la France : samedi 17, à PSA Douvrin (usine de fabrication de moteurs) et lundi 19 à PSA Valenciennes (boîtes de vitesses), des dizaines de salariéEs ont débrayé pour les salaires, ce qui a ralenti voire paralysé la production sur les deux sites. Dès le vendredi 16, la CGT PSA, par la voix de Jean-Pierre Mercier, appelait à étendre la grève à tous les sites PSA.
Par peur de l'extension et pour briser la grève, la direction de PSA du site de Poissy n'a pas hésité à demander aux ouvriers, dès ce lundi matin, d'aller remplacer au pied levé les grévistes de PSA-Sevelnord à Hordain.

Une prime exceptionnelle… pour mieux bloquer les salaires

C'est que la direction de PSA (désormais Stellantis) est sous pression : cela fait des semaines qu'elle et ses syndicats complaisants font courir le bruit auprès des ouvrierEs d'une prétendue prime exceptionnelle, qu'évidemment personne ne voyait venir. Trois jours à peine après le début de la grève de PSA Hordain, la direction annonçait une réunion le mardi 27 septembre pour parler… d'une prime exceptionnelle. Une possible prime qui sera vite dévorée par l'inflation et, surtout, qui ne règlera rien dans la durée (quel que soit son montant qui se réduisait au fur et à mesure des différentes rumeurs). Certains craignent même à juste titre qu'elle ne soit au mieux qu'une avance sur la prime d'intéressement-participation du printemps 2023. Mais elle est au moins la preuve que la grève inquiète la direction. Raison de plus de l'étendre et ne rien céder sur les revendications !

Un patronat qui sent monter la colère

Force est de constater, comme le fait le journal *les Échos* du 16 septembre, que les patrons de l'automobile sentent monter la rage du côté des ouvrierEs et essayent de désamorcer la bombe. Rien que chez les sous-traitants et équipementiers : Michelin a augmenté à deux reprises ses ouvrierEs, 3,75 % en janvier, 3 % en juillet, et versé 600 euros de prime exceptionnelle en mars. Valeo a accordé 850 euros de prime en septembre. La semaine dernière, la quasi-totalité des 185 salariéEs d'Eurostyle de Lieu-Saint-Armand, sous-traitant de PSA Hordain, étaient eux aussi en grève : ils ont obtenu 400 euros de prime défiscalisée (le double de ce que proposait initialement la direction), les heures de grève payées, une journée d'ancienneté supplémentaire.
Toutes ces primes et augmentations pèsent bien peu par rapport aux réels besoins des travailleurEs, mais tout le monde constate que c'est plus que d'habitude.
Et PSA-Stellantis a les moyens : les actionnaires viennent de racheter pour 920 millions d'actions Stellantis à General Motors pour les détruire et faire monter le cours de l'action. Avec une telle somme, partie en spéculation, il y aurait de quoi concéder 2 300 euros aux 400 000 salariéEs du groupe, embaucher des intérimaires en CDI ou créer des postes. Car avec 13,6 milliards de profits en 2021 et 8 milliards de profits rien que pour le premier semestre 2022, PSA a largement de quoi augmenter tous les salaires.
À Renault aussi des débrayages ont eu lieu la semaine dernière pour réclamer des hausses de salaires. Ces premiers débrayages et défilés dans les ateliers sont de fait un signal envoyé à touTEs : avant la journée du 29, et pour la préparer, les ouvrierEs de l'automobile pourraient entrer en action.

Correspondants

POUR LES SALAIRES, LES PENSIONS, LES BOURSES D'ÉTUDES, LES MINIMA SOCIAUX :

EN GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE !

Pour information aux lecteurEs de l'Anticapitaliste, nous reproduisons le communiqué intersyndical d'appel à la grève le 29 septembre.

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale. Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10 % au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de tou-tes. De même pour les retraité-es, les 4 % de revalorisation des pensions ne correspondent pas à l'inflation, la situation des retraité-es continue donc de se dégrader.
La crise énergétique pèse déjà fortement sur la population, particulièrement les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique juste. Le gouvernement se contente d'incitations à des économies d'énergies culpabilisantes, tandis que d'autres pays européens s'engagent dans la taxation des superprofits des entreprises du secteur énergétique et que d'autres mettent en place des passes ferroviaires gratuits !
Le gouvernement poursuit aussi une politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics (santé, éducation,…) et du financement de la transformation écologique. Par ailleurs, il prévoit une réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleur-euses de la possibilité d'avoir des indemnisations du chômage justes, une réforme du RSA qui le conditionnerait à une obligation de travailler de 15 à 20h hebdomadaires, et continue d'envisager une réforme des retraites qui exigerait de travailler davantage et pourrait conduire à amputer encore davantage le montant des pensions.
En ce qui concerne les jeunes et leurs familles, les aides (bourses, ARS) ne sont pas suffisantes pour compenser l'inflation. Une revalorisation significative des bourses scolaires et de l'ARS est nécessaire pour pallier le prix de la rentrée (qui avec l'inflation a grimpé de 5 à 10 %). De plus, trop peu de familles bénéficient de cette aide en raison du plafond de ressources à ne pas dépasser.
C'est pourquoi la CGT, l'Union syndicale Solidaires, la FSU, l'UNEF, la VL, la FIDL et le MNL appellent dès à présent à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.
En grève le 29 septembre !

TOULOUSE

Solidarité avec les jeunes mineurs réfugiés !

Depuis maintenant trois semaines, une centaine de jeunes mineurs réfugiés campent sur les allées Jules-Guesde. Une centaine de jeunes fuyant la misère qui règne de l'autre côté de la Méditerranée et qui devraient être pris en charge par l'État et le conseil départemental.

Certains sont déjà scolarisés grâce à la solidarité qui s'exprime dans des établissements scolaires. Mais c'est bien trop peu et personne ne devrait se satisfaire de voir des jeunes mineurs dormir sous des tentes et devoir mendier de l'eau et de la nourriture au lieu de vivre leur jeunesse et de préparer leur avenir. Si ces jeunes sont à la rue, c'est parce que le 24 août, au cœur de l'été, ils ont été jetés dehors manu militari du bâtiment dans lequel la mairie les avait installés avant de demander leur expulsion sans leur proposer de relogement. Au lieu de protéger, d'aider, les pouvoirs publics s'acharnent sur une centaine d'adolescents en détresse.

Pas de crise migratoire mais une crise de l'accueil

Le gouvernement Macron et Jean-Luc Moudenc à Toulouse mènent une politique raciste et égoïste qui vise à humilier, terroriser les migrantEs en foulant aux pieds les droits fondamentaux (dont celui à l'hébergement d'urgence) dont la France se déclare pourtant être la garante aux yeux du monde entier. Quant au conseil départemental, il refuse d'assumer ses responsabilités et de prendre en charge ces jeunes, en contestant leur minorité (reconnue dans 96 % des cas par les juges lors des recours). Or le conseil départemental sait très bien que ces jeunes sont en train, jour après jour, au compte-gouttes, d'être reconnus mineurs par les juges après des semaines et des mois de procédures. En attendant, ils dorment dans la rue ! Le conseil départemental doit, en coordination avec la mairie et la préfecture, prendre en charge ces jeunes dès maintenant et leur trouver l'abri collectif qu'ils demandent.

Il n'y a pas de crise migratoire en France, mais bien une crise de l'accueil dans un pays qui ne respecte même pas son propre droit. Face au racisme et à l'égoïsme du gouvernement des riches, le mouvement ouvrier doit opposer la solidarité et la générosité. Le NPA 31 appelle l'ensemble des forces sociales et politiques, syndicats, associations, partis politiques, à apporter une solidarité concrète à ces jeunes qui en ont bien besoin et à soutenir le réseau AutonoMIE et les diverses associations qui les accompagnent. Mais plus encore, il faut une mobilisation unitaire et obliger les pouvoirs publics à prendre leur responsabilité.

De l'air ! Ouvrez les frontières ! Plus un jeune à la rue !

NPA 31

Pour aider financièrement le collectif AutonoMIE :
www.lepotcommun.fr/pot/6fnpec6k

MÉDECINS À DIPLÔME HORS UE

ExploitéEs ou sans-papiers

Comme dans le bâtiment ou l'agriculture, les directeurs d'hôpitaux ont depuis les années 1980 profité du statut précaire des médecins praticiens étrangers à diplôme hors Union européenne (Padhue), pour leur imposer des contrats de gré à gré, et des salaires de misère, souvent trois fois moins élevés que leurs collègues.

Une aubaine en ces temps de déserts médicaux et d'austérité à l'hôpital. Conseil de l'Ordre des médecins et ministère leur refusent même le titre de médecin, réservé aux diplôméEs de l'Union européenne, qui n'ont aucune démarche à faire pour une équivalence. Les formations hors UE seraient de moins bonne qualité ? A priori raciste. Dès leur arrivée, ils font en effet tourner, en premiers de corvée, une majorité des hôpitaux généraux, depuis des années, à Paris, Pontoise ou dans le Poitou. La responsabilité médicale étant assurée « sur le papier » par un médecin senior.

Kafka au pays de l'austérité

En 2019, le ministère établissait une nouvelle loi, qui confie aux Agences régionales de santé l'examen sur dossier des autorisations d'exercer réservé aux Padhue qui ont deux ans et plus d'exercice en France. Certains Padhue ont été recrutés dans une spécialité (par ex. psy) distincte de leur spécialité d'origine (ex. gériatrie). Qu'en sera-t-il de la validation de leur dossier ? Pour tous, l'examen des dossiers est en retard de plus d'un an. Avec pour seule réponse : *« Inutile de nous écrire »* ou *« Les commissions sont difficiles à réunir »*. Les Padhue en colère ont manifesté devant le ministère en septembre 2021 et mai 2022. Pour les Padhue exerçant depuis moins de deux ans, un concours très sélectif se déroule chaque année, sauf en 2022. La loi prévoit ensuite pour eux deux années de « consolidation » dans le nouveau statut de « Praticien associé », qui rentrera en vigueur en janvier 2023.

Problèmes, alors que ces médecins, nous tenons à le souligner, tiennent les hôpitaux face au covid, face à la crise depuis des années, le type de sélection amène un taux d'échec important, autour de 60 %. Difficile de tenir dans les services et de préparer en même temps un concours, avec un véritable numerus clausus des postes disponibles ! En effet, le nombre des reçus est limité au nombre de postes de Praticiens associés créés par les ARS, bien insuffisant, et qui bafoue les demandes des directeurs d'hôpitaux. En février, la grogne dans les établissements a provoqué la publication au JO d'une liste élargie de postes mais… sans élargissement de la liste des lauréats 2021. Les Padhue reçus-collés sont priés de repasser leurs épreuves en… 2023. Alors que pour beaucoup, leurs contrats seront arrêtés en 2022… Kafka au pays de l'austérité et du racisme médical !

Des parcours de vie morcelés et déshumanisés

Car les Padhue non lauréats ou sans dossier à l'ARS ont touTEs vu leurs contrats non renouvelés en 2022, et donc leurs « récépissés de droit au séjour » préfectoraux s'arrêter, transformant ces médecins en sans-papiers. Des parcours de vie morcelés et déshumanisés, avec souvent dix ans de vie entre parenthèses, des situations matérielles souvent dramatiques, et une retraite déjà incomplète en vue. Sans soutien, réticents à se confier, ils et elles doivent être encouragés à pousser la porte de syndicats non inféodés. Même la mission flash Braun a reconnu le bien-fondé de *« renouveler les contrats des Padhue pour éviter qu'ils rentrent dans leur pays d'origine »*. C'est la mesure 28. Mais le Dr Braun, syndicaliste médecin devenu ministre, semble l'avoir oublié. Le Ceseda, code d'entrée et de séjour des étrangers, reconnaît aux « talents » quatre ans de droit au séjour : des conditions convenables pour les Padhue sont donc possibles dès maintenant.

Version moderne du discours raciste, on entend parfois que *« leur place est chez eux là bas »*, qu'il *« faut lutter contre la fuite des cerveaux des pays du Sud »*, pour justifier toutes ces barrières. Belle hypocrisie de ceux qui continuent à piller ces pays, imposent des coupes drastiques dans les dépenses de santé… contre lesquelles les médecins comme en Algérie se mobilisent et se font matraquer, avant de fuir leur pays ! Les élites des pays soumis à des traitements post-coloniaux n'ont pas à subir les conséquences du pillage de leur pays. Nous respectons leurs choix. D'autant qu'ils sont l'avant-garde des politiques de coopération de demain !

Face à cette France de Macron-Le Pen, nous disons que les Padhue représentent 8 % d'inscriptions annuelles supplémentaires à l'Ordre des médecins, lequel est responsable d'un demi-siècle de numerus clausus synonyme de pénurie médicale ! Donc médecins, pharmaciens, sages-femmes, dentistes Padhue, ensemble, nous bossons ici, nous vivons ici, ils restent ici, ce sont nos camarades ! Pour un droit de tous les Padhue à un exercice au même titre que les praticiens à diplôme communautaire, nous disons Stop aux discriminations liées à l'origine ethnique. Reconnaissance des diplômes !

Éric Tron de Bouchony et Frank Prouhet

RENTRÉE UNIVERSITAIRE À NANTERRE

Les nouveaux sans-facs se mobilisent contre la sélection orchestrée par la présidence !

Plus de 200 dossiers de sans-facs ont été recensés par l'UNEF Nanterre.

Alors que l'exacerbation de la sélection à l'entrée à l'université est un fait connu bien au-delà des bancs des facs, la présidence de Nanterre se pare de nouveau dans le mépris : au refus du dialogue s'ajoute la dilapidation d'une partie du budget en barrières anti-émeutes et vigiles.

Forteresse assiégée

L'ambiance ainsi créée est celle d'une forteresse assiégée. L'intersyndicale des personnels reste étonnamment invisible et muette. Elle aurait pourtant bien à dire. Car si le président de la fac, M. Gervais-Lambony se terre lors de chaque rassemblement de solidarité, il n'en oublie pas le combat qu'il mène contre celles et ceux, représentants syndicaux, qui l'ont démasqué : un fervent humaniste dans ses livres mais un fieffé suiviste de la politique du gouvernement dans les faits. Il a ainsi fait convoquer en section disciplinaire neuf éluEs étudiants de l'UNEF, dont la quasi-intégralité de la direction de l'UNEF Nanterre. Mais son courage ne dépassant pas les frontières de son bureau, c'est sur une autre université qu'il a délocalisé les sections disciplinaires !

Lundi 19 septembre, un rassemblement d'une centaine de personnes s'est tenu à l'entrée de la CFVU. De nombreux soutiens du département étaient présents : la CGT-TUI, la CGT Adecco, la CGT CPAM, Sud Poste, le NPA, un représentant des jeunes de La France insoumise aux côtés des sans-facs et de l'UNEF. Toutes et tous ont indiqué leur disponibilité pour participer à une délégation auprès de la présidence et leur soutien sans faille à celles et ceux qui luttent pour que l'éducation soit un droit et pas un privilège !

Correspondant

ÉDUCATION/RÉPRESSION

Réintégration immédiate de Kai Terada !

Dimanche 4 septembre, trois jours après la rentrée, Kai Terada, professeur de mathématiques au lycée Joliot-Curie de Nanterre, reçoit du rectorat un arrêté de suspension de quatre mois. Aucun motif ne lui est indiqué.

On refuse de lui communiquer les conclusions de « l'enquête à 360° » menée l'année passée sur l'établissement par des inspecteurs généraux. En revanche, on lui annonce qu'il fera certainement l'objet d'une *« mutation dans l'intérêt du service »*.

L'arbitraire le plus complet

Il s'agit d'une première. Sous le ministère Blanquer, la hiérarchie a plusieurs fois utilisé la « mutation dans l'intérêt du service » comme forme de sanction déguisée contre des syndicalistes. Ici, l'administration utilise une combinaison inédite : la suspension de quatre mois et la mutation dans l'intérêt du service. Pourtant, une suspension de quatre mois, qui est considérée comme une mesure conservatoire, devrait aboutir soit à une procédure disciplinaire, soit à une réintégration, s'il n'y a pas matière à sanction. L'avantage de cette combinaison, c'est que l'administration n'a absolument pas à motiver sa procédure : c'est l'arbitraire le plus complet.

Si le rectorat s'attaque aujourd'hui à Kai Terada, c'est parce que c'est un militant syndical bien connu non seulement à Nanterre, mais au-delà dans toute l'Île-de-France et même nationalement. Il a été une des chevilles ouvrières du mouvement « Touche pas ma Zep », contre la sortie des lycées du dispositif d'éducation prioritaire, puis de la grève du bac.

La réaction de ses collègues du lycée Joliot-Curie a été exemplaire. Immédiatement, ils et elles se sont mis en grève reconductible, avec une exigence simple : sa réintégration immédiate.

Le mercredi 21 septembre, le comité de soutien à Kai Terada organisait un rassemblement devant le ministère et appelait à la grève nationale contre la répression dans l'éducation. L'intersyndicale nationale avait appelé à rejoindre ce rassemblement et avait déposé des préavis pour couvrir les grévistes. Il est absolument essentiel de faire reculer le ministère sur le cas de Kai Terada, car s'il réussit à le muter de force, ce sera un précédent pour l'ensemble des militantEs. À l'inverse, faire reculer le rectorat et le ministère serait une victoire qui donnerait confiance à tout notre secteur.

Correspondant

UBER

Les livreurEs en colère ne se laisseront pas faire !

Cet été, ce sont plus de 2 500 livreurEs qui ont eu la désagréable surprise d'être déconnectés du jour au lendemain par la plateforme Uber Eats au terme d'un message lapidaire. Pour ces forçats de la livraison, en majorité d'origine africaine, qui peuvent travailler jusqu'à douze heures par jour quelle que soit la météo pour subvenir aux besoins de leurs familles restées au pays, le plus souvent en sous-louant un compte jusqu'à 600 euros par mois, c'est la douche froide.

Après l'exploitation à la sauce Frichti en 2020[1] où le conflit, suite à des déconnexions similaires à la sortie du confinement, s'est soldé, pour une partie d'entre eux, par des démarches de régularisation et, pour d'autres, par une indemnisation suite à leur saisine des Prud'hommes, celle à la sauce Uber est tout aussi amère : Uber Eats feint aujourd'hui de découvrir la situation là où l'intitulé du mail, voire la photo donnée lors de l'ouverture de leur compte ne correspond pas à l'identité remise lors de sa création.
En réponse, une manifestation parisienne combative de plus de 500 livreurs a eu lieu le 12 septembre de République jusqu'au siège d'Uber Eats, qui a refusé de recevoir une délégation. Avec l'aide du CLAP, de la CNT-SO et de la Fédération SUD Commerce, la lutte s'organise dans la durée,

DR

Uber ayant depuis finalement indiqué vouloir les recevoir.

Pour un élargissement de la circulaire « Valls »

Mieux, les ministères de l'Économie, de l'Intérieur et du Travail, ainsi que la préfecture de police sont interpellés pour que la circulaire de 2012, dite « Valls », qui régit la régularisation des sans-papiers, soit élargie à ces livreurEs sans que cela emporte pour autant reconnaissance de leur statut (auto-entrepreneur ou salarié) : il suffit pour cela d'actualiser la circulaire en question, en incluant les factures émises par les différentes plateformes dans la liste des pièces qui justifient du travail en France ainsi que de dispenser ces travailleurEs de produire un Cerfa patronal lors de leur première demande de titre de séjour et de travail.
C'est possible. Et c'est, comme pour toute lutte visant à faire avancer le droit, une question de rapport de forces là où, il y a quelques années, les intérimaires, qui sont certes des salariéEs, avaient pu rentrer dans les critères de régularisation ainsi définis alors que leur activité, à l'instar de celle des livreurEs, est marquée par la discontinuité et le fait d'être rattaché à plusieurs employeurs.
Ni Uber en particulier ni les plateformes en général tout comme le gouvernement ne vont pouvoir esquiver bien longtemps une réalité de masse : à force de tirer le tarif de la course vers le bas, le métier de livreurE dit indépendant est désormais massivement exercé par des travailleurEs sans-papiers, considérés comme des héros lors du Covid. Ajoutons que face à une extrême droite en progression marquante et à un racisme décomplexé, une victoire de ces milliers de travailleurEs serait un encouragement pour toutes et tous.

LD

1 – Voir *l'Anticapitaliste* n° 527, 18 juin 2020.

LYCÉES PROFESSIONNELS

Élèves, enseignantEs : la menace se précise

Le 13 septembre, Macron a dévoilé ses projets de saccage de la voie professionnelle, dans la continuité de la réforme de Blanquer en 2019.

Comme le décor est déjà un résumé du programme, c'est depuis un lycée des Sables-d'Olonne, présenté comme « appartement témoin », devant des chefs d'entreprise, que Macron a présenté ses pistes pour rendre la voie professionnelle (on ne parle plus de lycée professionnel) plus « insérante ».

Après le bilan de Macron 1…

Comme pour tout service public, le constat de départ est indéniable, ainsi le 25 août Macron, devant les recteurs réunis, avait découvert que la voie professionnelle *« ne doit pas être une voie par défaut mais une voie par choix »* ! Comme si les enseignantEs et leurs organisations syndicales n'avaient pas dénoncé les réformes successives qui ont privé les lycées professionnels des moyens de donner aux élèves une formation conséquente aussi bien dans les matières générales, réduites à l'os, que dans le champ professionnel. Et les effets sont effectivement sans appel : le site *l'Étudiant* livrait ces résultats de ParcourSup en octobre 2021 : *« En moyenne, les bacheliers généraux ont reçu 5,7 propositions, contre 4,1 pour les bacheliers technologiques et seulement 2,7 pour les bacheliers professionnels. Des propositions qui semblent d'ailleurs mieux leur convenir : 9 bacheliers généraux sur 10 (89 %) ont accepté une proposition reçue, contre moins de 8 technologiques sur 10 (78,1 %) et seulement 2 professionnels sur 3 (66,5 %) »*. Sur la session du Bac 2022, alors que 96 % des élèves ont obtenu leur bac général, seulement 82 % ont obtenu leur bac professionnel, avec des nombres records de démission en cours de formation.

… bloquer Macron 2

Alors les pistes évoquées sont toutes connues, mais mises bout à bout elles ne peuvent mener qu'à la disparition des lycées professionnels, des élèves et des enseignantEs.
La première c'est d'aligner les formations sur les besoins des entreprises locales et pour cela de redéfinir la carte des formations : *« Il faudra assumer ensemble de fermer celles qui ne fonctionnent pas et développer celles qui marchent. Et en créer de nouvelles sur les métiers qui recrutent »*. Le « ensemble » de Macron ce sont les chefs d'entreprise, les régions… et les chefs d'établissement auxquels il veut donner plus « d'autonomie » pour définir le contenu et l'organisation des enseignements. Autrement dit, le seul horizon des élèves de la voie professionnelle serait de se former pour travailler dans les entreprises de la région, exit l'envie d'apprendre pour le plaisir ou de vouloir vivre dans une autre région…. Et pour les enseignantEs des disciplines fermées, ce sera une reconversion contrainte et forcée, voire le licenciement pour les nombreux et nombreuses contractuelEs.
La deuxième piste de Macron c'est l'augmentation de 50 % des stages en entreprise, avec comme faibles carottes leur indemnisation au montant royal de 200 euros par mois pour les moins de 18 ans ! Concrètement cela signifie passer de 22 à 33 semaines de stages sur trois ans. Autant dire réduire drastiquement la formation dans le cadre scolaire. Quand on sait que l'enseignement général a été diminué de 30 % en 2019 après que les élèves ont perdu, avec le passage du bac de quatre à trois ans, un quart de leur temps de formation, pas besoin de faire de grands calculs pour comprendre qu'aller à l'école n'aura plus aucun contenu pour le tiers de la jeunesse orientée, jusque-là, en lycée professionnel.
Alors il y a urgence à organiser la résistance à ce projet. Une intersyndicale des organisations de la voie professionnelle est prévue pour le 22 septembre. Mais ce sont touTEs les jeunes, leurs familles et l'ensemble des enseignantEs qui sont impactés par ce projet. Car, *last but not the least*, Macron compte aussi imposer aux enfants de 5e des temps de découverte des métiers. Histoire de bien ancrer dans toutes les têtes que chaque enfant et sa famille doivent dès ce moment construire un projet professionnel, avec en corollaire la responsabilité de l'échec du projet ou de sa mise en œuvre.

Cathy Billard

RÉPRESSION SYNDICALE

Solidarité avec les TUI !

Visiblement l'État et le patronat sont mauvais perdants. Mardi 13 septembre, huit salariéEs de l'entreprise de tourisme TUI France, syndicalistes à la CGT, étaient convoqués à la brigade de répression contre la délinquance.

En 2021, cette équipe militante s'était mobilisée fortement pour empêcher un plan de licenciement agressif décidé par la direction de ce groupe international. Le plan de licenciement prévoyait 600 suppressions d'emploi sur les 900 salariéEs employés par le groupe TUI France. Ce plan de licenciement avait été annoncé aux salariéEs en visioconférence par leur patron, depuis son riad au Maroc.

Une victoire qu'on veut leur faire payer

L'équipe militante de la CGT TUI France avait choisi de ne pas accepter ce plan de la honte en organisant la mobilisation des salariéEs des agences de voyage du groupe. En plus de leur détermination sans faille, on doit à cette équipe militante la volonté chevillée au corps de se lier à d'autres secteurs avec la conscience de la nécessité de regrouper les mobilisations. Ils avaient notamment été à l'initiative d'une manifestation nationale contre les licenciements qui avait regroupé plusieurs milliers de salariéEs issus de secteurs et d'entreprises diverses. Comme ils et elles aiment à le rappeler : seule la lutte paie. Après plus d'un an de mobilisation, les salariéEs de TUI France ont réussi à faire annuler le plan de licenciement, en faisant annuler l'homologation du plan social. L'ensemble des salariéEs licenciés ont été réintégrés. Mais visiblement les patrons ont la défaite difficile, et sont rancuniers. Mercredi 13 septembre, huit syndicalistes étaient convoquéEs par la police comme des délinquants. Ils et elles sont accusés d'injures publiques et de diffamation lors d'une manifestation que les salariéEs avaient menée devant les locaux de la Direccte. Lors de cette manifestation, les salariéEs avaient crié leur colère face à l'homologation du plan social par cette instance dont la fonction était justement de vérifier la conformité de ce plan. La justice a depuis donné raison aux salariés puisque l'homologation a été retoquée et les licenciements annulés.
Mauvais joueurs, les patrons et l'État refusent leur défaite en essayant maintenant de réprimer ceux qui ont mené cette lutte victorieuse. Mais loin de faire peur, cette nouvelle menace renforce la conviction des syndicalistes dans la nécessité de se battre, de relever la tête et de regrouper nos forces pour faire céder le patronat et le gouvernement ! Des militantEs de divers syndicats et divers secteurs étaient venus les soutenir pour exiger l'arrêt des poursuites.

Correspondante

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveaupartianticapitaliste.org

l'Anticapitaliste
la revue

Le n° 138 est disponible

Vous pouvez vous le procurer
en envoyant un chèque de
4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez
le formulaire page 12.

Conseil politique national

Construire la riposte sociale et politique

Le Conseil politique national (CPN) du NPA s'est réuni les 17 et 18 septembre. L'occasion d'échanger sur les coordonnées de la rentrée sociale et politique, sur les perspectives de mobilisation de notre camp social et sur les tâches du NPA dans les semaines et les mois à venir. Mais aussi de lancer concrètement le processus de congrès de notre organisation, qui se déroulera en décembre prochain.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Les échanges sur la situation sociale et politique ont abouti à l'adoption d'une résolution majoritaire, qui explique : *« Après un été catastrophique, en particulier sur le plan économique et écologique, cette rentrée peut être "explosive", d'autant plus que ce gouvernement, sans surprise, continue les mêmes recettes libérales et antisociales, antidémocratiques, autoritaires et racistes. Elle se déroule dans un contexte de crises sans précédent, tous les éléments étant réunis pour que les contestations à la politique de ce gouvernement se multiplient ces prochaines semaines, pour peu qu'elles arrivent à trouver des cadres pour s'exprimer. »*

29 septembre, 16 octobre…

Des dates ont été posées par divers cadres unitaires, à commencer par la journée de grève interprofessionnelle du 29 septembre et la marche *« contre la vie chère et l'inaction climatique »* du 16 octobre. Des dates qui peuvent être des temps forts de mobilisation, mais qu'il s'agit de construire : *« Pour obtenir des augmentations de salaires, on le sait, seules les grèves et les mobilisations peuvent faire plier l'État et le patronat. Dans un tel contexte, la journée de grève interprofessionnelle du jeudi 29 septembre, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la FSU, peut être l'occasion d'une mobilisation massive du monde du travail. Le premier jalon d'une rentrée sociale antigouvernementale, anti-patronale, qui pour cela ne doit donc pas rester sans lendemain. Une étape sérieuse dans une mobilisation massive contre ce gouvernement qui sera l'occasion de (re)prendre confiance en notre force collective, à la condition qu'elle ne reste pas sans lendemain. […] La proposition, lancée avant l'été par Jean-Luc Mélenchon, d'une "marche" – contre la vie chère et pour répondre aux urgences écologiques – est une bonne chose. […] Une journée faisant le lien entre justice sociale et climatique (avec des exigences comme les transports collectifs publics gratuits), reprenant l'exigence féministe de reconnaissance et valorisation des métiers du soin. Dans le cadre de la préparation de cette initiative et au-delà, nous cherchons partout à construire des cadres de mobilisation à la base unissant largement différentes composantes et militantEs politiques, syndicales, associatives… »*

La nécessité d'un outil politique

Au-delà de ces mobilisations, il s'agit en outre de poursuivre la politique que nous avons engagée avant l'été, et poursuivie notamment lors de notre université d'été : *« Il est urgent de reprendre le travail autour de la perspective de la construction d'une force politique démocratique représentant les intérêts des exploitéEs et oppriméEs. Un outil au service des luttes et de l'émancipation, un projet politique alternatif au capitalisme portant un programme de rupture. »* Une urgence d'autant plus grande que l'extrême droite menace et entend bien continuer de capter la colère populaire face aux dégâts du néolibéralisme autoritaire. Une motion spécifique a d'ailleurs été adoptée lors du CPN, qui positionne le NPA en vue d'*« une campagne nationale contre l'autoritarisme libéral et l'extrême droite »*, avec entre autres la perspective de la co-organisation de réunions publiques et meetings dans diverses villes, et de la construction de la mobilisation contre le congrès du Rassemblement national qui se déroulera à Paris le 5 novembre prochain. Une autre motion a également été adoptée, concernant la vague de répression qui s'abat sur de nombreuses et nombreux militantEs syndicaux et politiques, confirmant l'engagement du NPA dans la lutte contre toute forme de musèlement de la contestation sociale.

Enfin, la motion d'organisation du 5e congrès du NPA a été votée lors de ce CPN, qui précise les modalités et le calendrier d'organisation du congrès, lequel se déroulera les 9, 10 et 11 décembre 2022, après un processus de discussions et d'assemblées générales locales. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans les prochaines semaines.

J.S.

Féminisme-28 septembre

Appel à la solidarité avec les femmes ukrainiennes

Le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine a lancé un appel pour que, le 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement, nous mettions la lumière sur la situation des femmes ukrainiennes dans le contexte de l'attaque généralisée et mondiale sur les droits des femmes de disposer de leurs corps. Nous publions un extrait de l'appel.

La guerre en Ukraine nous alerte sur certaines des formes les plus brutales de cette attaque généralisée. Les droits des femmes et des LGBTI obtenus par les luttes féministes en Ukraine sont utilisés dans la propagande russe comme l'un des prétextes à l'invasion de l'Ukraine. Les troupes russes ont recours de façon massive au viol de guerre comme stratégie pour soumettre le peuple ukrainien. Les réfugiées ukrainiennes, victimes de ces viols de guerre, qui sont confrontées à des grossesses non désirées, n'ont pour la plupart pas accès à un avortement sûr et légal en Pologne ou dans les pays voisins, car l'avortement y est criminalisé et même les pilules abortives y sont rendues illégales.

En première ligne contre les politiques réactionnaires

Ces attaques ne restent pas sans réponse. Aux États-Unis, au Brésil, en Pologne et en Russie, les féministes s'organisent collectivement et résistent contre le pouvoir patriarcal, suprémaciste blanc et néolibéral, et se battent pour le droit de toutes les femmes et minorités de genres à reprendre le contrôle de leur propre corps et de leur vie. Des féministes du monde entier expriment leur solidarité avec celles qui sont en lutte.

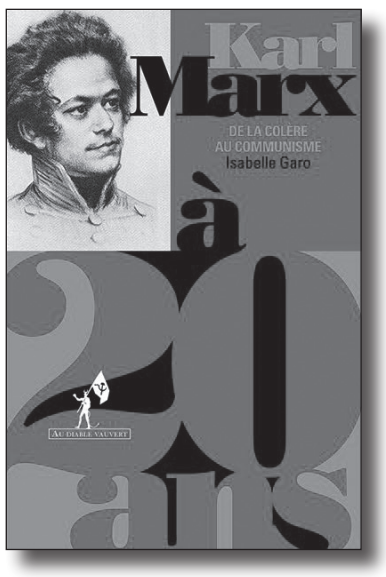
Ces dernières années, les luttes exemplaires des féministes contre le sexisme, le racisme, les politiques réactionnaires, le militarisme et la guerre ont fait que le mouvement féministe est considéré, à juste titre, comme l'avant-garde de la résistance populaire, comme le mouvement qui lutte en première ligne contre les politiques réactionnaires, antidémocratiques, corrompues et liberticides de nos gouvernements. Nous sommes inspiréEs par ces luttes qui prennent place au cœur de la politique, telles que la marche aux États-Unis contre l'investiture de Donald Trump, les féministes chiliennes qui ont contribué à infliger une défaite au candidat présidentiel d'extrême droite José Antonio Kast, ou encore les femmes polonaises qui ont organisé des rassemblements massifs dans toute la Pologne pour protester contre la loi anti-avortement et instiller la peur dans l'establishment conservateur. Aujourd'hui, nous sommes particulièrement inspiréEs par la résistance armée et non armée des femmes ukrainiennes et par leur résilience face à la guerre, ainsi que par le mouvement antiguerre des féministes russes qui constituent la principale force d'opposition en Russie.

Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Il est temps de réagir ensemble et à grande échelle. Organiser des réponses et des manifestations nationales ne suffit plus ! L'ennemi est international et il noue des alliances qui dépassent les frontières des pays. Il est temps d'intensifier la dynamique d'un grand mouvement féministe transnational, pour défendre les droits de toutes les femmes et des personnes LGBTI dans le monde entier, quelles que soit ses origines ethniques, sociales, sa religion ou sa nationalité. Il est temps de créer dans le monde entier de larges alliances contre l'extrême droite réactionnaire, misogyne et raciste !

Alors rassemblons-nous, coordonnons-nous, agissons à l'international ! Organisons la riposte pour reprendre le contrôle de nos corps et de nos vies ! Comme première étape de cette riposte, à l'occasion du 28 septembre, journée internationale pour le droit à l'avortement, nous appelons les féministes du monde entier à exprimer leur solidarité avec les femmes ukrainiennes et polonaises qui se mobilisent pour défendre le droit à l'avortement et leurs droits reproductifs.

Essai



Karl Marx à 20 ans : de la colère au communisme, d'Isabelle Garo

Au Diable Vauvert, 168 pages, 15 euros.

« *Marx avait 26 ans, et il était devenu communiste* ». C'est une des dernières phrases du petit livre qu'Isabelle Garo consacre à la jeunesse de Karl Marx. Marx, évidemment, n'est pas né communiste, ni révolutionnaire : il n'y a que dans la mythologie grecque que l'on naît tout armé, à l'instar de la déesse Athéna qui jaillit de la tête de Zeus en poussant un puissant cri de guerre et en brandissant sa lance et son bouclier.

Irrévérence et curiosité

Isabelle Garo retrace le parcours intellectuel et personnel de ce fils de la moyenne bourgeoisie intellectuelle de Trèves, petite ville du sud de l'Allemagne. Une ville de cette Rhénanie, française de 1794 à 1815 et donc marquée par l'héritage révolutionnaire (ensuite perverti par Napoléon) et, après le congrès de Vienne, rattachée à une Prusse autoritaire et révulsée par toute pensée critique. Marx, né en 1818, dans une famille d'origine juive, est très vite plongé dans une atmosphère où les libéraux ont en permanence le sentiment de se heurter à un mur, ce qui progressivement va en radicaliser quelques-uns qui vont devenir des démocrates voire des socialisants. Cette contestation reste largement intellectuelle et ne se mêle pas aux quelques mouvements populaires violemment écrasés par le pouvoir.

Très jeune, le jeune Karl se fait remarquer par son côté irrévérencieux et sa curiosité. Va s'y adjoindre très vite une ardeur au travail qui le pousse à dévorer une multitude d'ouvrages. Il fait ses études secondaires à Trèves, passe son baccalauréat et rejoint l'université à Bonn puis Berlin. Très amoureux, il se fiance secrètement à Jenny von Westphalen, issue d'une famille aristocratique, et dont l'évocation est un des points forts de l'ouvrage d'Isabelle Garo. Outre l'écriture de poèmes, Marx se consacre à défricher différents champs du savoir : droit puis philosophie. Il s'éloigne de plus en plus de l'objectif initial de ses études : la préparation à une profession juridique.

La Gazette rhénane

La pensée allemande du début du 19e siècle est largement dominée par Hegel qui avait construit un système de pensée monumental qui appréhende les différents aspects du réel et de la pensée sous l'angle de leur devenir. À Berlin, Marx se mêle aux jeunes intellectuels hégéliens de gauche qui se délimitent d'abord par rapport à la critique de la religion. Marx soutient sa thèse de philosophie en 1841 mais, dès 1842, il se ferme les portes d'un poste à l'université par sa participation à une provocation burlesque anti-religieuse.

Lui restait le journalisme, d'autant qu'apparaissaient des revues ouvrant un espace aux intellectuels critiques. Dès 1842, il devient rédacteur en chef de *la Gazette rhénane*. Sa pensée va évoluer rapidement. Il commence à aborder les questions économiques et sociales, en souligne l'importance par rapport à la critique de la religion sur laquelle restent fixés les jeunes hégéliens, et publie un texte sur les « vols » de bois, c'est-à-dire le ramassage du bois mort par les paysans appauvris. En janvier 1843, les autorités prussiennes interdisent *la Gazette rhénane*. La fondation *des Annales franco-allemandes* lui permet de rebondir. Il engage une rupture avec l'idéalisme et l'étatisme de Hegel qui voyait dans un État allemand l'instrument pour faire advenir le règne de la raison. Il s'agit désormais pour Marx de résoudre les contradictions du monde, non pas sur le plan philosophique mais dans les faits. Restait à Marx à déterminer l'agent, la force sociale capable de résoudre les contradictions. Il avait déjà rompu avec l'illusion que les intellectuels puissent être cet agent.

L'horizon communiste

En 1843, pour lancer *les Annales franco-allemandes*, Marx rejoint Paris avec d'autres membres de la rédaction et surtout celle qui est désormais sa femme, Jenny von Westphalen. À Paris, Marx va être en contact non seulement avec les exilés politiques allemands mais, pour la première fois, avec des ouvriers (en fait souvent des artisans) gagnés aux idées socialistes ou communistes qui fleurissent en France. Il participe à leurs réunions et en souligne l'atmosphère chaleureuse. Il prend alors conscience que, de par sa situation dans le capitalisme, le prolétariat moderne, qui comprend ceux qui sont dépossédés des moyens de production, sera l'agent de la transformation radicale nécessaire. Il acquiert la conviction que le communisme qui, après des réticences, est désormais devenu son horizon, s'esquisse dans les luttes concrètes. Moment décisif : Marx se tourne vers l'étude de l'économie politique, domaine où l'avait précédé Friedrich Engels dont il se rapproche définitivement en 1844. Comme on l'a signalé plus haut, un des intérêts de l'ouvrage se trouve dans son évocation de Jenny von Westphalen qui accompagnera Marx jusqu'en 1881 dans son parcours intellectuel mais aussi dans la précarité économique qui marquera leur vie. Elle avait choisi très tôt Karl et ne remit jamais en cause ce choix tout en étant consciente de ce que l'époque imposait aux femmes. En 1872, elle écrivait ainsi : *« Dans toutes ces luttes, le rôle le plus difficile, parce que le plus mesquin, retombe sur nous autres femmes. Alors que les hommes puisent force et rigueur dans le combat qu'ils mènent à l'extérieur, nous restons à la maison à repriser des bas. Les petits tracas étouffent lentement, mais surement toute vitalité »*.

Henri Wilno

Sont adjointes au texte une évocation de la vie ultérieure de Marx, une chronologie et une bibliographie dans laquelle on regrette de ne pas trouver *la Formation de la pensée économique de Karl Marx* d'Ernest Mandel.

Essai

Désirer à tout prix, de Tal Madesta

Binge édition, 160 pages, 15 euros.

« *Certains corps, s'ils étaient écoutés, avoueraient peut-être que la sexualité ne constitue simplement pas un espace qu'ils ont plaisir à investir.* »

Révolution sexuelle ?

Tal Madesta entame bille en tête, affirmant que la révolution sexuelle n'a pas eu lieu. Se refusant à considérer la sexualité comme une question personnelle mais bien plutôt comme un objet politique, un projet d'émancipation, rompant donc, forcément, avec la quête de la normalité.

Vue sous cet angle, la supposée révolution sexuelle enclenche deux mouvements concomitants : l'individualisation du rapport à la sexualité et une forme de libéralisation (et non de libération) débouchant sur l'injonction à une forme de performance. Haro sur celles et ceux qui restent en dehors du désir de désirer à tout prix !

Pathologisation

Alors bien sûr, ces corps qui ne sont pas désirants ne peuvent être que malades, détraqués, et sont à réparer. Mais pas d'inquiétude, comme c'est devenu un marché, le produit, le traitement, la thérapie, existe et se vend, s'ajuste à chacunE et s'achète.

Tal Madesta pose les bons mots sur cette entreprise de normalisation, qui correspond à une entreprise capitaliste de contrôle social en imposant un modèle de sexualité directement inspiré de la norme hétérosexuelle de la famille nucléaire, entendue comme cellule de base de la société capitaliste.

Dans la sexualité aussi, le capitalisme conduit les individus à intégrer des normes qui ne sont en réalité rien d'autre que les instruments d'un contrôle social et économique. La sexualité devient donc le facteur non de la libération mais de l'aliénation. Au centre de cette entreprise, l'injonction à avoir une vie sexuelle, et une bonne vie sexuelle, performante !

Des alternatives

Alors pour sortir de l'injonction, pour sortir du « tout-sexualité », Tal Madesta propose de désinvestir le désir, de faire l'histoire de l'amour sans sexe. Là encore, il se refuse à adopter une grille de lecture individuelle, à la carte, car ainsi on se prive de poser la question dans une perspective anticapitaliste.

L'inventaire des expériences inspirantes se trouve alors du côté de communautés LGBTI, dans l'histoire des mariages de Boston ou des béguinages, et les invariants des expériences vécues ou à inventer se trouvent du côté de la rupture avec les rapports de domination de la famille nucléaire, avec la prise en charge collective et démocratique des espaces et des événements de la vie, dont l'éducation des enfants.

Claude Moro

Disparition

Jean-Luc Godard (1930-2022)

Jean-Luc Godard a été et reste un cinéaste incontournable pour les marxistes. D'abord par l'importance de ses expérimentations durant sa période militante sous influence mao-althussérienne. Entre 1967-1968 et 1976, Jean-Luc Godard réalisa une quinzaine d'œuvres, pour une grande part avec Jean-Pierre Gorin, et à la fin avec Anne-Marie Miéville. Cette collaboration en duo s'inscrit elle-même, de manière plus ou moins claire et symbolique selon les films, dans le travail plus collectif encore du groupe Dziga Vertov. *Vent d'est* (1970) en est probablement la meilleure illustration chaotique. Cette signature commune n'était pas une coquetterie mais la forme manifeste d'une tentative de remise en cause profonde de toutes les dimensions du cinéma tel qu'il est né et vit encore dans le cadre de la production capitaliste, même sous sa forme auteuriste, même radicale et marginale.

Un *work in progress* à la fois expérimental, effectif et réflexif

Ces années où la révolution semblait à portée de mois ou d'années, il ne s'agissait plus de « critiquer le système », fût-ce de manière brillante et inventive, fût-ce à l'aide du marxisme, mais bien de commencer à produire les films adéquats à

DR

cette période pré-révolutionnaire, des films qui feraient avancer le processus en l'armant et le réfléchissant, des films (dé)constructifs où le nouveau apparaitrait dans la disparition de l'ancien. Toutes les dimensions de la production d'un film devaient être révolutionnées et pensées dans un même mouvement ininterrompu. Un *work in progress* à la fois expérimental, effectif et réflexif. Une révolution permanente vers un cinéma socialiste à venir. Au même moment, *les Cahiers du Cinéma* eurent un parcours identique dans le champ critique, allant jusqu'à ne plus critiquer des films pour se consacrer à une réflexion radicale sur leur propre pratique (critique) et sur la pratique cinématographique en général.

Peu importe les critiques que tout révolutionnaire doit porter à ce travail et au courant qui l'animait. Avec les productions des Groupes Medvedkine autour de Chris Marker, le travail de Godard-Gorin en ces années reste néanmoins ce qui s'est fait de plus avancé dans la production d'un cinéma de la (pré) révolution, tendu vers un futur cinéma socialiste dont on ne peut rien savoir, si ce n'est en creux de ce qu'il ne devra pas être.

Une pratique matérialiste et dialectique

La singularité et en ce sens la supériorité de Jean-Luc Godard sur tous les autres cinéastes d'obédience marxiste tient peut-être en ceci : il est le seul à avoir explicitement conçu sa pratique cinématographique comme une intervention déterminée, depuis un point de vue placé, dans une conjoncture pensée, avec des moyens ajustés et réfléchis jusque dans leurs fondements. Autrement dit, aucun autre que lui n'a poussé aussi loin la conséquence (et les limites !) d'une pratique matérialiste et dialectique. Cette pratique ne l'a jamais quitté après sa période militante, culminant en quelque sorte dans ses monumentales *Histoire(s) du cinéma* (1989-1999). Si elles ne constituent justement pas un dogme, si elles prennent au contraire la forme d'une longue, opaque et élégiaque réflexion, elle reste la création ultime d'un cinéaste pensant son objet historiquement, politiquement, pratiquement, théoriquement et intimement dans un seul geste.

La dialectique matérielle en marche

C'est d'autant plus vrai, important et fascinant que cette pratique de la conjoncture marquait déjà son cinéma avant sa période purement marxiste et militante. Dès ses premiers films, Jean-Luc Godard cherche à saisir le moment, prend appui sur ses évènements et ses idées, mais sans jamais s'y couler bien au contraire. Chaque métrage est une sorte de manifeste, voire une étude, découlant d'une (hypo)thèse de départ.

Ainsi, sur six décennies d'un monde pour le moins évoluant, aucun autre cinéaste ne peut prétendre avoir tenté de saisir la conjoncture avec autant de constance et de mouvance à la fois. En découle une cohérence sur quelques briques fondamentales, mais toujours en mutation et en questionnement. Ferme sur le principe de ce que le cinéma doit être : une articulation montée de sons et d'images. Souple et ouvert sur les formes concrètes de cette articulation. À chaque film Jean-Luc Godard prétendit faire un film sur son temps. Et au moins réussit-il à faire un film de son temps. La dialectique matérielle en marche.

Fred Madison

GRANDE-SYNTHE

«Si les personnes savaient ce qui se passe ici, cela ne se passerait plus»

Entretien. *Dans un contexte où les formes d'aide et de soutien aux personnes exilées sont criminalisées et entravées par les institutions et où la répression se déchaîne aux frontières et dans les campements, nous avons souhaité interroger des acteurEs du réseau de solidarité dans le Nord de la France.* ***Anna Richel****, coordinatrice de l'association Utopia 56 sur l'antenne de Grande-Synthe, nous a livré son témoignage.*

Utopia 56

Quelles sont les principales actions de l'association sur votre territoire ?
Utopia 56 a actuellement huit antennes en France. Sur l'antenne de Grande-Synthe, on vient en soutien aux personnes exilées qui survivent sur les campements informels de Dunkerque et alentours. Il y a encore une équipe qui intervient sur la «jungle» de Calais où se trouvent encore plusieurs centaines d'exiléEs. Il ne s'agit pas de camps humanitaires fermés mais de véritables forêts où les personnes survivent avec leurs tentes et avec un feu. Il n'y a pas de baraquements durs et pas d'organisation qui gère le campement. Nos équipes maraudent, distribuent de l'information aux personnes exilées, les orientent vers des abris, vers les services de soin ainsi que vers les autres acteurs du réseau associatif. Il y a des personnes qui vont rester quelques jours, d'autres y restent des mois voire des années. Souvent les personnes ont un long parcours d'exil derrière elles et on observe des difficultés au niveau de la santé mentale ou physique. Nous avons un numéro de téléphone d'urgence qu'on donne aux personnes exilées en leur expliquant qu'elles peuvent nous contacter à n'importe quel moment si elles ont besoin d'aide, d'un abri, d'un docteur ou d'une ambulance. Les personnes nous appellent aussi si elles ont des difficultés dans un camion ou en mer quand elles n'arrivent pas à joindre les garde-côtes. Nous apportons donc avant tout une aide d'urgence sur le terrain au quotidien. Notre téléphone fonctionne le jour et la nuit et nous avons plusieurs équipes qui sont constamment mobilisées.

Les personnes que vous rencontrez ont-elles des difficultés à revendiquer leurs droits comme par exemple le droit d'asile ?
Tout est fait pour exclure et fermer les portes. Il y a des personnes qui se trouvent sur les campements et qui voudraient rester en France mais qui ne connaissent pas les démarches à faire ou qui ne savent pas si cela est possible en fonction de leur situation administrative. Il y a un grand manque. Nous, malheureusement, on ne peut que les orienter vers les rares associations qui font de l'aide juridique ou administrative ou aussi vers les services de l'État qui pourront les aider. La communication et le travail de mutualisation entre les différentes associations jouent ici un rôle important. Nous communiquons entre nous, nous orientons les personnes sur la base de ce que fait chaque association. Les réunions inter-associatives nous permettent de coordonner les aides alimentaires avec celles des dons, de l'eau, des soins ou du matériel. Nous essayons de coordonner la réponse pour qu'elle soit au plus juste des besoins.

Vous avez choisi de refuser l'aide de l'État, pourriez-vous nous en dire plus sur ce positionnement vis-à-vis des autorités publiques ?
Nous avons choisi de ne pas recevoir des financements publics ce qui, malgré les difficultés dans la recherche des fonds, nous permet d'être autonomes. Cela dit, nous essayons de dialoguer avec les autorités. On essaie de leur faire remonter les problématiques de terrain, de les alerter quand il y des situations particulières comme par exemple les besoins de mise à l'abri qui ne sont pas adaptés sur Grande-Synthe. Le dialogue reste cependant compliqué. La plupart du temps nous n'avons pas de réponse à nos sollicitations et il y a vraiment une différence entre ce que nous percevons sur le terrain et la vision et les positions des autorités : les municipalités, la préfecture et l'État, tous ces acteurs sont imbriqués et suivent le précepte du zéro point de fixation ce qui entrave les droits fondamentaux des personnes. Actuellement, sur le campement de Grande-Synthe, il n'y a pas d'accès à l'eau. C'est une association qui fournit l'eau tandis que les autorités refusent d'en garantir l'accès afin d'éviter la création d'un point de fixation. Ce que nous contestons est qu'un accès à l'eau potable ne permet pas forcément un point de fixation mais permettrait aux personnes d'avoir une vie plus digne et de ne pas se mettre en danger sur le plan sanitaire. Il y a des personnes qui ont des problèmes dermatologiques ou rénaux parce qu'elles ne boivent pas assez ce qui leur empêche également de se laver et d'avoir accès aux toilettes.

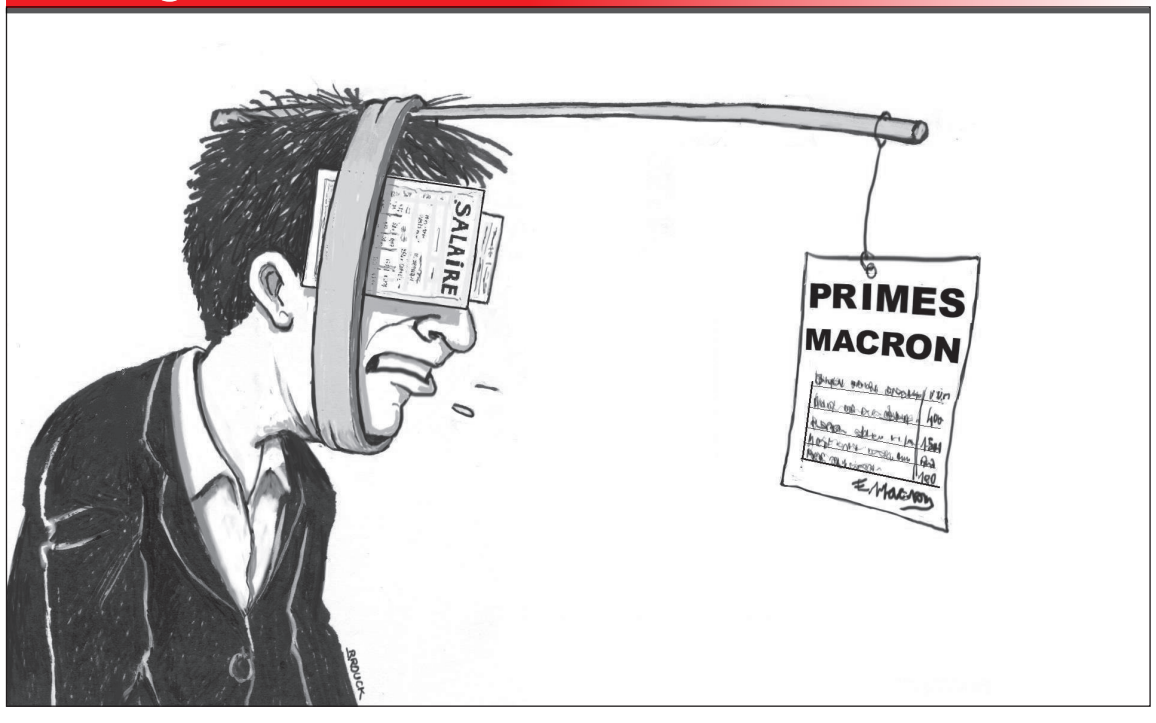
Quelles sont en général les trajectoires de ces personnes ?
C'est très dur car il y a autant d'histoires et de volontés que de personnes. C'est d'ailleurs ce que nous dénonçons. Les médias et les autorités considèrent qu'il y a «des migrants» qui veulent venir en Angleterre et en fait c'est déshumanisant car chaque personne a une histoire, une famille, des rêves et c'est vraiment important. Ils et elles viennent de pays très différents : Kurdistan, Afghanistan mais aussi Érythrée, Éthiopie ou encore Vietnam. Il y a des personnes qui ont de la famille en Angleterre ; il y a énormément de personnes sur les campements dont les empreintes ont été prises dans un autre pays européen et qui, pour ça, ne peuvent pas demander l'asile en France même si elle le voudraient. Les accords de Dublin sont donc extrêmement injustes car ils empêchent les personnes de choisir le pays dans lequel elles souhaitent s'installer. Il faudrait que les personnes puissent avoir des voies de passage sûres et légales mais aussi qu'elles puissent avoir un accueil digne si elles souhaitent rester en France ; qu'elles aient accès à une information qu'elles comprennent sur leurs droits et les démarches à suivre et qu'elles aient la possibilité d'être hébergées entretemps. Les violences poussent ces personnes à partir et donnent énormément de pouvoir aux réseaux de passage qui ont cette ampleur précisément parce que les lois sont répressives.

Pouvez-vous nous en dire plus sur ces réseaux de passage ?
Ce sont des réseaux énormément organisés dont l'existence est imputable à l'actuelle politique de répression. Ces réseaux amplifient la situation de vulnérabilité des personnes qui se trouvent obligées de se tourner vers eux pour pouvoir aller en Angleterre. La traversée coûte énormément d'argent et il y a en même temps des énormes risques qui sont pris. Nous ne cherchons pas à en savoir plus sur ces réseaux. On sait qu'ils existent et on sait surtout pourquoi ils existent.

Quelle est la réaction des populations locales ?
On parle souvent de toute l'animosité des gens et moi, au contraire, j'ai remarqué beaucoup d'engagement. Sur l'antenne de Grande-Synthe, il y a énormément d'associations mais aussi des citoyens et des citoyennes qui viennent quotidiennement ou chaque semaine notamment pour distribuer de la nourriture et du matériel. D'autres viennent aussi dénoncer ce qui se passe ici. Nous avons aussi un réseau d'hébergeurs et d'hébergeuses solidaires où il y a des familles ou des couples qui décident d'héberger en urgence des exiléEs ou des personnes vulnérables pour une nuit. Ça permet de montrer toute la solidarité. Il y a plusieurs façons de s'engager auprès d'Utopia. En ce moment, nous cherchons des bénévoles qui peuvent venir pour une semaine ou plus longtemps. On a vraiment besoin de ça pour que les antennes puissent fonctionner. On a aussi besoin d'hébergeurs et d'hébergeuses ; on recherche également des dons matériels précis et des dons financiers qui passent par notre site internet [https://utopia56.org]. Il y a aussi la possibilité de militer et de mobiliser en partageant ce qu'on publie sur les réseaux sociaux. Il est vraiment important que les personnes sachent. J'ai l'intime conviction que si les personnes savaient ce qui se passe ici, cela ne se passerait plus, car c'est extrêmement violent et qu'on n'en parle pas. Il faut rendre visible la violence et alerter sur la situation car c'est ça aussi qui permettra que ça change un jour.

Propos recueillis par Hélène Marra

L'image de la semaine



Vu ailleurs

VICTOIRE JUDICIAIRE POUR LES DÉFENSEUR·E·S DES JARDINS OUVRIERS D'AUBERVILLIERS.

«Ce n'était pas à nous d'être sur le banc des accusés, mais à l'État pour inaction climatique!» *Le 16 septembre, les huit militants des Jardins à défendre d'Aubervilliers ont été relaxés.* «Nous sommes très heureux», *a réagi Yun, l'un des prévenus, auprès de* Reporterre. *Cette décision, venue mettre un point final à plus de sept mois de procédure, a toutefois légèrement été entachée par la condamnation d'un militant à une amende de 250 euros avec sursis pour refus de se soumettre à des relevés signalétiques.*
Présentés devant le tribunal judiciaire de Bobigny, en proche banlieue de Paris, ces activistes étaient inculpés pour opposition à l'exécution de travaux publics. Le 2 février au petit matin, ils s'étaient faufilés entre les machines à l'arrêt du chantier de construction du solarium de la future piscine olympique, et s'étaient enchaînés à la centrale à béton installée quelques jours plus tôt, sur les ruines des jardins ouvriers des Vertus.
Les forces de l'ordre avaient alors fortement réprimé cette ultime tentative d'opposition à l'artificialisation de ces terres agricoles. «Cette action était nécessaire et proportionnée face à un danger qui était irréversible, *avait scandé lors du procès Me Coline Bouillon, avocate des militants.* Celui de la destruction d'un lieu source de production de légumes, facteur de lien social, puits de carbone et oasis en temps de canicule.»
Les prévenus, qui risquaient jusqu'à un an d'emprisonnement et 15 000 euros d'amende, ont donc été innocentés.
Rappelons que les militants avaient déjà obtenu raison sur le fond. justice leur a donné raison. Le 10 février 2022, la Cour administrative d'appel de Paris avait invalidé le plan local d'urbanisme (PLU) qui permettait la destruction des jardins. Le 9 mars, la même juridiction avait confirmé l'obligation de la mairie d'Aubervilliers de suspendre immédiatement les travaux et de remettre le site en l'état. Cinq jours plus tard, la ville d'Aubervilliers renonçait enfin à construire le solarium.

«Les défenseurs des jardins ouvriers d'Aubervilliers ont été relaxés», *Reporterre*, 16 septembre 2022.

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : 12 € = 3 MOIS D'HEBDO ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement **(chèque à l'ordre de NSPAC)** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard			Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90€
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		☐ 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : ..... Prénom : .....
Adresse : .....
Code postal : ..... Ville : .....
Mail : .....

Désignation du compte à débiter
IBAN
BIC

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ554755

Date : ..... Signature obligatoire

www.npa2009.org